

La voix de l'opposition de gauche

Le 3 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

C'est la question du pouvoir, du capitalisme, du régime, des institutions, de l'Etat qui est posée.

Mardi et les jours suivants, tous en grève et dans la rue, constituons du peuple laborieux en Assemblées populaires ou constituantes souveraines dans toutes les communes de France pour décider de la suite du processus révolutionnaire jusqu'à l'établissement d'une République sociale.

Nous exigeons :

Macron et son gouvernement : Démission !

Abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République !

Expropriation du CAC 40 sans indemnité, et confiscation des biens et des avoirs de tous les oligarques milliardaires et multi millionnaires !

Dissolution de l'appareil répressif de l'Etat !

Tout le pouvoir au peuple travailleur !

Au secours, «Nous avons affaire à un froid historique» !

Les températures ressenties ont chuté encore plus bas que moins 45°C dans le Midwest septentrional.

À Chicago, la troisième ville du pays surnommée la «ville des vents», il a fait mercredi jusqu'à -30 degrés en matinée et -26 dans l'après-midi.

«Nous avons affaire à un froid historique, de toute évidence», a jugé le maire de Chicago Rahm Emanuel lors d'une conférence de presse mercredi soir.

Sur ordre de la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, les administrations de l'État sont fermées jusqu'à vendredi et les fonctionnaires considérés comme non essentiels sont restés chez eux. Les écoles ont également fermé alors que le mercure devait rester entre -30 et -40°C ce jeudi, selon le NWS. Le Figaro 31.01

Ne vivons-nous pas dans le meilleur des mondes ?

A mesure que diminue la liberté économique et politique, la liberté sexuelle a tendance à s'accroître en compensation. (...) Conjointement avec la liberté de se livrer aux songes en plein jour sous l'influence des drogues, du cinéma et de la radio, elle contribuera à réconcilier ses sujets avec la servitude qui sera leur sort. (Aldous Huxley - Le Meilleur des Mondes)

Pour se soulager un peu, ce moment de détente à consommer sans modération vous est offert par le marché

A quoi pensent-elles ? Quand des femmes découvrent qu'elles ont un pubis, c'est que la civilisation humaine est au bord de l'abîme. Place aux mutants.

- Le "rajeunissement vaginal", l'intervention de chirurgie plastique qui ne cesse de croître - Le HuffPost 31 janvier 2019

Le marché mondial de l'esthétique médicale ne s'est jamais aussi bien porté. Il a presque doublé ces quatre dernières années, passant de 5,6 à 10 milliards d'euros. Cette croissance insolente ne devrait pas seulement se poursuivre d'ici 2022 mais aussi s'accroître selon les prévisions. Ce marché a ses bestsellers: dans l'ordre d'importance, l'augmentation mammaire, la liposuction, la chirurgie des paupières et la rhinoplastie.

Depuis plusieurs années, les interventions de "rajeunissement vaginal" font aussi partie du tableau. Selon une étude de la Société Internationale de Chirurgie Esthétique et Plastique portant sur l'année 2017, elles sont les interventions qui se sont développées le plus vite avec une croissance de 23% par rapport à l'année précédente. Elles devancent le lifting du bas du corps (22%), le lifting fessier (17%) et la rhinoplastie (11%). Alors que se tient à Paris, du 31 janvier au 2 février, un congrès mondial rassemblant chirurgiens plasticiens, dermatologues et experts de l'esthétique médicale et chirurgicale, Le HuffPost a voulu comprendre ce que signifiait ce succès et ce qu'il recouvrait.

Outre la vaginoplastie, le terme "rajeunissement" (ou rénovation vaginale) recouvre des interventions aussi diverses que la restauration de l'hydratation du vagin après un cancer, le traitement de l'incontinence ou la labiaplastie, autrement dit les opérations de chirurgie des lèvres génitales. C'est cette dernière qui soulève le plus de questions. Certaines femmes se plaignent d'une atrophie ou hypertrophie des grandes lèvres et/ou des petites lèvres. Il est ainsi possible de gonfler les grandes lèvres en les remplissant d'acide hyaluronique ou de graisse.

Si de nombreux gynécologues rappellent qu'il existe autant de formes de vulves que de femmes, la représentation de l'appareil génital féminin largement partagée est souvent simplifiée et résumée à une fente, des tableaux de la Renaissance ou au porno. Cela pèse sur l'image que les femmes portent sur l'apparence de leur sexe et les oblige à faire une comparaison pas forcément pertinente. Une étude publiée en juin 2018 a montré après avoir étudié pendant deux ans les appareils génitaux de 657 femmes suisses de 15 à 84 ans qu'il n'existait pas de "vulve normale", vu l'importance des différences anatomiques constatées.

"Lorsque l'on vient me voir pour une nymphoplastie, mes patientes me disent souvent: 'c'est très moche'", admet Nicolas Berreni. Cependant, la notion d'inconfort ou de problème plus sérieux est aussi avancée pour justifier ce type d'interventions. "Les grandes lèvres sont comme des paupières, là pour protéger les petites lèvres, l'entrée du vagin, explique-t-il encore. Sans cette protection, les petites lèvres frottent contre un sous-vêtement, un vêtement et cela peut créer une inflammation qui peut revenir de manière chronique, la vulvite". Il est difficile de faire la distinction entre les opérations à visée fonctionnelle et celles qui relèvent purement de l'esthétique, car une étude précise sur les motivations des patientes sur le sujet manque.

Pour Gilbert Montale, chirurgien plasticien, interrogé dans Grazia, l'argument fonctionnel explique de moins en moins le recours à ce type d'interventions. "Les jeunes femmes d'aujourd'hui demandent une nymphoplastie à but esthétique (si les lèvres pendent trop par exemple), c'est un choix subjectif. Tandis qu'auparavant, les femmes recourraient davantage à cette intervention pour régler un problème d'inconfort ou de douleurs pendant les rapports."

Sarah Piazza, psychologue clinicienne à l'université Paris Diderot et autrice d'une étude portant sur une trentaine de femmes ayant eu recours à la nymphoplastie en France, avance quant à elle, interrogée dans L'Express: "Mon hypothèse est que la gêne physique est mise en avant alors qu'elles sont préoccupées par la question de l'esthétisme et surtout de la norme. Elle parlent d'une vulve 'informe', 'dégoûtante'".

Malgré les critiques qui leur sont faites, ces interventions ont aussi permis d'amorcer certaines discussions qui n'existaient pas jusqu'alors. "Les innovations technologiques qui ont été apportées par la chirurgie esthétique ont levé un tabou, avance Nicolas Berreni. Avant, on ne parlait pas, on n'avait pas les moyens de répondre à ces demandes et on n'écoutait pas ces patientes. Désormais, il s'agit d'un sujet à part entière, les gynécologues ont entendu parler de ces méthodes et les patientes osent de plus en plus en parler". Ce que

confirme Gilbert Montale lorsqu'il dresse le portrait robot de la femme qui a recours à ce type de chirurgies. "Elle a entre 30 et 40 ans. C'est une femme qui se regarde plus qu'avant, et qui fait notamment attention à son pubis, chose qui n'arrivait pas (ou peu) à l'époque."

Ces conversations aussi existent grâce à des projets artistiques, en particulier sur Internet. Comme le travail de l'artiste Hilde Atalanta qui, en réaction au succès des labiaplasties, publie sur Instagram des témoignages et des dessins de vulves de personnes qui la contactent. Le HuffPost 31 janvier 2019

LVOG - Ce sera à celui ou celle qui sera le plus dingue ! Pour que ces femmes en arrivent à se dégoûter elles-mêmes à ce point, c'est qu'elles ne peuvent se prévaloir d'aucune qualité humaine, elles ne valent vraiment pas la peine qu'on les regarde et encore moins qu'on les plaigne. Puisque l'insignifiance de leur personnalité se réduit à leurs lèvres génitales, les baiser serait se corrompre avec le diable en personne !

- Chirurgie esthétique : «Elles veulent les fesses de Kim Kardashian» - LeParisien.fr 2 février 2019

LVOG - A défaut de charme, où va-t-il se nicher !

- Le carton de la chirurgie esthétique auprès des jeunes Français - LePoint.fr 2 février 2019

La chirurgie esthétique séduit un public de plus en plus jeune. Selon une étude relevée par le quotidien Le Parisien, le nombre d'interventions est pour la première fois plus important sur les 18-34 ans que sur les 50-60 ans. Selon des chiffres délivrés à l'occasion de l'IMCAS, un congrès international consacré à la médecine et la chirurgie esthétique, il s'agit là d'une grande première.

On parle notamment des injections de botox et d'acide hyaluronique ou encore des ultrasons qui créent des impacts de coagulation sous la peau pour la retendre et resserrer les pores, le tout sans injection ou autre bistouri. Dans les colonnes du quotidien, le Dr Ascher, chirurgien plasticien, explique que « ces méthodes soft ont été initiées il y a dix ans, avec une accélération depuis cinq ans, et évoque « des progrès spectaculaires ».

Parmi ces actes non chirurgicaux, l'injection d'acide hyaluronique reste la plus plébiscitée devant la réduction de graisse sans opération et l'épilation au laser, toujours selon les chiffres de l'IMCAS. Pour ce qui concerne les opérations de chirurgie esthétique, l'augmentation mammaire reste en tête avec plus de 47 000 interventions en 2017, devant la liposuction (31 822), et la chirurgie des paupières (26 681).

Les réseaux sociaux en cause ? LePoint.fr 2 février 2019

LVOG - Autrefois, elles étaient poudrées, crémeuses, fardées, peinturlurées, de nos jours elles sont siliconées, acidifiées, botoxisées, etc. elles n'ont plus rien de naturel et ils appellent cela "le progrès" ! C'est légitime paraît-il, mais les femmes qui manifestent pour accéder à une vie meilleure depuis le 17 novembre 2018 parce qu'elles ont à peine de quoi survivre, elles sont illégitimes, et qu'elles ne se plaignent pas, apparemment elles ont été épargnées jusqu'à présent par les FBD, elles ont juste été gazées, dommage, car sinon elles auraient goûté aux délices de la chirurgie esthétique !

Réflexion politique à propos du mouvement populaire en cours.

Je condamne l'agression dont ont été victimes des militants du NPA, lors de la manifestation du 26 janvier dernier à Paris, par les «Zouaves», un groupuscule d'extrême droite héritier du GUD, et j'exprime ma solidarité aux militants blessés lors de cette agression. Ils m'excuseront de ne pas agir réagi plus tôt, je fais ce que je peux !

Je suis loin de la France (10.000 kms) et il y a forcément des aspects des Gilets Jaunes qui m'échappent ou qui me parviennent uniquement au fil des infos disponibles sur le Net. En conséquence, je dois m'entourer de davantage de précautions avant de m'exprimer ou de formuler une analyse, qui n'interviendra qu'après coup ou passé un certain délai, c'est inévitable pour écarter un certain nombre de pièges et induire en erreur les lecteurs, chacun peut le comprendre.

S'agissant des Gilets Jaunes - mettons des majuscules après que Macron les ait traité de "Jojo", il faut distinguer ceux qui en sont à l'initiative, ceux qui se sont autoproclamés leurs dirigeants ou qui remplissent cette fonction, les manifestations prévues chaque samedi depuis le 17 novembre 2018, à Paris et en province, celles qui se déroulent dans les grandes villes en direction des préfectures ou sous-préfectures ou encore d'un objectif précis, celles qui ont un parcours disons officiel d'un point à un autre d'une ville, et celles qui se déroulent sous forme d'occupation de ronds-points ou qui empruntent un itinéraire non fixé à l'avance et qui évoluent en fonction du blocage des forces de l'ordre, ceux qui ont constitué un parti ou des listes électorales pour les européennes, on retrouve souvent les mêmes personnes mais pas forcément, et enfin les Assemblées populaires dont j'ignore le nombre et l'importance qui se sont constituées dans toute la France, je crois ne rien avoir oublié, on peut ajouter le soutien et la participation de certains partis et syndicats, bref, cela donne un mouvement très hétérogène, sans véritable direction, dont les membres peuvent être animés de revendications contradictoires puisque tous les courants y sont présent de l'extrême gauche à l'extrême droite, face à un Etat policier centralisé.

Dans ces conditions, chapeau pour s'y retrouver, d'autant plus que la situation n'est pas figée.

Maintenant, maintenant que ce mouvement a commencé à se structurer avec les Assemblées populaires, je peux enfin vous livrer les premières impressions que j'ai eues au lendemain de l'Acte I à IV des Gilets Jaunes, notamment à Paris. En observant l'extrême violence qui accompagna les premières manifestations, j'en déduisis immédiatement que cela ne pouvait être que l'oeuvre de l'extrême droite et personne d'autres. Et l'attitude bienveillante des médias aux ordres qui s'en suivit semblait le confirmer.

Maintenant, je ne pouvais pas ignorer que des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs n'ayant rien à voir avec l'extrême droite avaient participé à ces manifestations, donc mon premier réflexe a été de me dire qu'il était impossible de condamner ces manifestations, ni même les violences qui avaient été commises puisque je savais qu'elles leur seraient imputées, tout comme je savais qu'elles desserviraient leur cause. Sachant par ailleurs que l'extrême droite était l'allié du régime, je me suis dit que ces violences avaient été programmées à l'avance et qu'elles avaient été exécutées dès le début dans un but bien précis qui ne me semblait pas très clair. Aussi, me fallut-il un peu de temps pour émettre un certain nombre d'hypothèses et les vérifier une par une, tandis que la situation évoluait d'un jour ou d'une semaine à l'autre.

S'agissant spécifiquement de la manifestation parisienne, l'agression dont ont été victimes les militants du NPA par des nervis le 26 janvier, confirme qu'elle est noyauté par l'extrême droite, dans quelle proportion, je l'ignore, en tout cas suffisamment pour que ce genre d'incidents se produisent. J'en tire donc la conclusion qu'à ce stade il faut recommander aux travailleurs et surtout aux militants de ne pas y participer, on peut ajouter que les militants du mouvement ouvrier paient le prix fort de sa décomposition, de sa division, de la dislocation de son avant-garde, et qu'en présence d'organisations fascistes mieux structurées ou tout du moins plus déterminées car bénéficiant du soutien de leurs dirigeants, il est préférable de ne pas exposer inutilement la vie des militants.

Mon avis vaut ce qu'il vaut, toutefois, sans vouloir polémiquer, je m'étonne que les dirigeants sur place ne soient parvenus à la même conclusion que moi pour protéger leurs militants.

Quand je m'en suis pris aux dirigeants du POID, c'était parce qu'ils avaient caractérisé globalement ce mouvement de fachos. Ma réaction n'avait pas seulement été dictée parce que la majorité des participants n'en étaient pas, mais aussi ou surtout, parce que j'ai estimé que ce n'était pas le moment opportun de faire ressortir cet aspect-là, préférant attendre la suite des événements pour le traiter, histoire de voir s'il allait ou non déterminer l'orientation de ce mouvement, espérant qu'il en sorte autre chose et que l'extrême droite serait marginalisée ou ne parviendrait pas à le contrôler, et quelque temps plus tard apparurent les premières Assemblées populaires, tandis que les revendications qui pouvaient émaner de l'extrême droite ne figuraient plus parmi la liste des revendications des Gilets Jaunes ou étaient rejetés par plus de 90% d'entre eux. Dès lors, on pouvait traiter cette question, en cernant précisément où et comment l'extrême droite intervenait, autant pour le dénoncer que pour prémunir les travailleurs et les militants de ne pas participer à leurs provocations, de s'en tenir aussi éloignés que possible. Je crois que cette mise au point était nécessaire. J'aurais pu la faire plus tôt, mais je n'en ai pas eu le temps !

En ce qui concerne les dirigeants autoproclamés, observant qu'ils sont en train de rentrer dans le rang les uns après les autres ou d'être récupérés, ce qui était prévisible, donc j'avais eu aucun mérite à l'évoquer dès

le début, dans peu de temps on n'en entendra plus parler et cela vaudra mieux ainsi. Cela dit on veut admettre que certains ont été poussés sur le devant de la scène politique malgré eux.

Quant au reste du mouvement initié le 17 novembre 2018, qu'ils s'agissent des mobilisations de travailleurs en province ou dans les quartiers des grandes villes ou des banlieues, les Assemblées populaires, j'estime qu'elles sont parfaitement légitimes et qu'on doit continuer de les soutenir et y participer, parce qu'elles incarnent l'ensemble des besoins ou aspirations de la classe ouvrière et au-delà, de certaines couches des classes moyennes, elles correspondent aux tâches que la situation sociale et politique leur dicte d'accomplir, tout en s'inscrivant dans la perspective d'une issue politique à la crise du capitalisme conforme au processus dialectique matérialiste et historique, donc conduisant au renversement des institutions de la Ve République, à la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et opprimée, condition préalable pour abolir le capitalisme et instaurer une République sociale, sans quoi aucun progrès social ne serait envisageable dans le futur.

Cependant elles ne résolvent pas la question déterminante de leur direction, c'est l'une de leurs principales faiblesses, qui peut faire échouer ce mouvement populaire ou le condamner à une impasse. La féroce répression qui s'est abattue sur eux et le lourd tribut qu'ils ont déjà payé en est le produit, le produit de bien des illusions ou errements.

Les travailleurs qui participent à cette mobilisation, et plus particulièrement ceux qui parmi eux les influencent, ne veulent pas comprendre que la direction d'un mouvement révolutionnaire, son programme, sa stratégie, ses objectifs, ses tâches, la prise de conscience indispensable à chaque étape de l'ensemble de ce processus et de son développement, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes qui sont amenés à changer, etc. ne s'improvisent pas, qu'ils veuillent bien y réfléchir un instant posément, sinon cela se saurait depuis longtemps et les questions que nous avons à résoudre ne se poseraient même pas. C'est ce que nous enseigne la lutte de classe du passé, malheur à ceux qui les ignorent, car ils iront infailliblement de désillusions en défaites, et le sort qui les attend sera pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer jusqu'à maintenant.

Nous leur disons tranquillement, sans animosité ou arrière-pensées, car nous sommes parfaitement conscients d'être embarqués dans la même galère, aussi vaut-il mieux mettre toutes les chances de notre côté pour atteindre l'autre rive plutôt que tenter l'aventure et sombrer avec tout l'équipage.

Maintenant, on comprend parfaitement leur réaction, leur rejet épidermique des partis du mouvement ouvrier pour les avoir trahi ou avoir failli à leur devoir ou responsabilités pendant de trop longues décennies. Il ne faut tout de même tous les loger à la même enseigne, et il faut reconnaître qu'il y en a qui sont plus fréquentables que d'autres pour avoir toujours été à leur côté, je pense au POID, au POI, moins au NPA et à LO, mais aussi le PRCF, le Pardem, ainsi que des groupes de militants dont les engagements sont sincères et remontent à des décennies. Certes, disons qu'ils ont été très maladroits pour ne pas les accabler inutilement, auquel cas cela ne vaudrait même pas la peine de les évoquer. Certes, ils présentent tous des travers ou ils sont loin d'être irréprochables, on ne peut pas non plus leur reprocher de ne pas être parfait puisque cela n'a jamais existé nulle part, pour autant ils possèdent une longue expérience de la lutte de classe.

Ils n'ont pas su la partager avec un grand nombre de travailleurs, donc ils en sont restés à l'état de petits partis organisant au mieux quelques milliers de militants. Leur principal défaut, c'est d'être demeurés trop dogmatiques ou sectaires, attitude défensive plus ou moins inconsciente qui s'apparente à un moyen pour préserver leur identité, ce qui ne leur a jamais permis de rompre leur isolement, pire, à défaut d'évoluer au même rythme que les transformations de la société ils ont pu par endroit se scléroser ou sombrer dans des dérives de type bureaucratique et autoritaire, donc antidémocratique, du coup ils n'ont jamais pu adapter leur conception de la lutte de classe à la modification qu'allait connaître la composition des différentes classes sociales et se retrouver littéralement coupés de la classe ouvrière et des classes moyennes, particulièrement leurs couches les plus défavorisées.

Certains ont tenté de remédier à cette situation, mais chaque fois ils ont été rattrapés par leur fâcheux penchant à favoriser les rapports entre les appareils des partis au lieu de se tourner résolument vers les masses exploitées. Ils ont essayé de créer des comités pour rassembler les travailleurs à travers tout le pays, mais chaque fois ils ont échoué. Au lieu d'élaborer un discours en direction de l'ensemble des travailleurs, qui soit accessible au plus grand nombre, dans lequel chaque travailleur pourrait se reconnaître,

ils s'adressèrent à d'autres classes ou couches de la population, aux élus, aux militants ou aux dirigeants d'autres partis, aux syndicalistes, ce qu'ils considéraient comme l'élite du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière, en vain, leur stratégie se solda par des scissions et une dislocation de leurs forces les laissant exsangue et dans l'incapacité de jouer le moindre rôle politique ou presque.

Là encore, cela les amena à justifier leur bilan pitoyable en recourant à des arguments pour le moins fort discutables. Il est bien connu que lorsqu'on est acculé, on a le choix entre reconnaître les faits ou assumer ses erreurs pour ensuite les corriger, ou s'enfermer dans un déni permanent dont les conséquences seront plus désastreuses encore, c'est là qu'ils en sont rendus, réduits à l'état d'impuissance et de spectateurs du mouvement populaire en cours, auquel ils essaient non sans peine de s'accrocher ou de participer.

Ce serait injuste et improductif de leur jeter la pierre, il existe d'autres acteurs sur la scène politique qui la méritent, Macron, Philippe, Castaner, ainsi que tous ceux qui reprennent leur discours.

Renforcer ces partis pour les aider à définir une orientation et une conception de la lutte de classe qui correspondent à la situation, et qui répondent aux besoins exprimés par les travailleurs en les faisant participer à ce mouvement populaire, pourrait procurer du même coup des solutions aux faiblesses de ce mouvement pour qu'il aille le plus loin possible et évite de commettre bien des erreurs irréparables ou dramatiques en terme de travailleurs blessés ou handicapés à vie.

La lutte de classe n'est pas une affaire d'aventuriers, c'est quelque chose d'aussi sérieuse que l'intégrité physique d'un travailleur.

On ne prend pas à la légère des décisions qui engagent la vie de dizaines de millions de travailleurs, cela requiert d'avoir acquis un niveau de conscience ou savoir de quoi on parle. Or, il est incontestable que seule une infime minorité parmi nous en sont capables, encore une fois, malheur à ceux qui l'ignorent, ils porteront la lourde responsabilité des conséquences qui en découleront !

Cela dit, il faut aussi avoir conscience qu'aucune décision ne vaut la peine d'être appliquée, si elle n'est pas partagée ou adoptée par le plus grand nombre, dans le cas contraire elle n'aura aucune chance d'aboutir au résultat recherché. Donc, il est fortement recommandé de ne pas se détourner des dirigeants ou des partis qui ont quelque chose à proposer, d'y réfléchir collectivement et de mettre en délibération leurs propositions au lieu de les écarter sous prétexte qu'elles ne proviendraient pas d'un Gilet Jaune. Qui jusqu'à présent aurait donné mandat à monsieur Drouet d'appeler à des manifestations chaque samedi ? Personne à ma connaissance, chaque fois ce fut une décision individuelle. Qui a décidé le thème sous lequel se déroulerait chaque manifestation ? Personne, et pourtant vous y participez.

Tout dépend aussi de l'objectif qu'on se fixe.

S'il s'agit uniquement d'obtenir des aménagements de la politique foncièrement antisociale, liberticide, réactionnaire, impérialiste de Macron, et non de parvenir à un changement de régime et de société pour résoudre tous les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les travailleurs de ce pays, des miettes supplémentaires destinées aux uns au détriment des autres feront temporairement l'affaire et la vie continuera comme avant avec son lot d'inégalités, d'injustices, de difficultés et de souffrances en tous genres avec lesquels on s'accommode finalement à défaut de mieux, la paix sociale sera préservée, l'ordre établi sera sauvegardé et le règne de la servitude ou de l'esclavage sera plus sûrement enraciné, est-ce cela que vous voulez ?

C'est à ce résultat qu'on aboutit quand on ne se situe pas strictement sur un terrain de classe indépendant, quand inconsciemment on accorde la moindre légitimité à Macron, au gouvernement, aux institutions, au capitalisme, on est prêt à passer des compromis avec eux au lieu de rompre et de les affronter dans la perspective politique de les renverser, de prendre le pouvoir, en fait on abandonne cet objectif qu'on le veuille ou non.

Il ne faut pas se leurrer ou se raconter des histoires.

On ne peut pas acquérir une conscience de classe, on ne peut pas développer un esprit libre et critique, on ne peut pas comprendre grand chose à la situation ou au monde dans lequel on vit, quand on continue de

penser dans le cadre des rapports sociaux établis (au présent comme au futur), on ne fait que manifester notre incapacité à saisir le processus dialectique historique à l'oeuvre, dont l'issue n'est écrite nulle part, et laisse entrevoir la possibilité d'inverser ces rapports sociaux ainsi que l'orientation de ce processus, dès lors qu'un ensemble de conditions objectives et subjectives sont réunies, d'où la nécessité absolue de les étudier attentivement pour en tirer des conclusions théoriques et pratiques (dans lesquels figurent les enseignements du marxisme dont on se détourne) qui permettront d'avancer dans cette voie, sinon il ne faut se faire aucune illusion et n'espérer aucun changement politique ou de société dans le futur.

En complément.

Nervis et provocateurs, policiers casseurs déguisés en manifestants.

Un internaute - Il est vrai que ces foulards rouges ont bénéficié d'une belle tranquillité : les Black blocks devaient récupérer leurs RTT (très occupés la veille), les sauvagons qui traversent la rue pour piller les magasins s'occupaient sans doute à fourguer leurs emplettes du samedi, les membres des groupuscules d'extrême droite assistaient probablement aux vêpres à St Nicolas du Chardonnet, ceux d'extrême gauche à une réunion de cellule, bref, la tranquillité. Quant aux forces dites du maintien de l'ordre, elles étaient d'une discrétion remarquable, et nous l'avons remarquée. Aussi discrètes que lors de la manif anti IVG, il y a quelques semaines, ou de la manif pour tous, il y a quelques années qui, contrairement à la tradition lors des manifestations syndicales, ne furent pas "émaillées par des incidents en fin de parcours".

La "Marche Mondiale pour le Climat", qui n'a pas un programme de revendications bien définies, si ce n'est le climat, ont pu occuper sereinement la place de la République.

Confirmation.

Drouet encense Schiappa et Hanouna.

- Le gilet jaune Éric Drouet encense Schiappa et Hanouna sur C8 - Le HuffPost 31 janvier 2019

Il faisait partie du million de téléspectateurs devant C8. Invité des "Grandes Gueules" de RMC ce mercredi 30 janvier, Éric Drouet est revenu sur l'émission exceptionnelle de la chaîne consacrée au grand débat national avec Marlène Schiappa et Cyril Hanouna.

"Le seul vrai débat qu'on a vu pour l'instant c'est ce qui s'est passé vendredi dernier sur C8 sur une chaîne privée. C'est pour l'instant, à notre avis le meilleur débat qu'il y a eu parce qu'il y avait la secrétaire d'État", a-t-il expliqué en faisant référence à l'émission dont le concept avait suscité la polémique jusque dans l'hémicycle du Sénat.

"Il y a eu pas mal d'avancées, il y a eu pas mal de propositions de tous bords", a-t-il argué avant de saluer la diversité des personnes présentes sur le plateau: "il y avait des chefs d'entreprise, il y avait un peu de tous les corps de métier. C'est selon moi dans ce sens là qu'il faut faire les débats." Également présente dans le studio de RMC, Laetitia Dewalle a appuyé les propos d'Éric Drouet. "Il faut effectivement un débat de visu. Pas un débat où l'on écrit sur un cahier de doléance qui va finir par allumer le barbecue au 14 juillet à l'Élysée, a-t-elle estimé, plaidant pour "un vrai débat avec de vrais échanges constructifs, où on repose certaines choses." Le HuffPost 31 janvier 2019

LVOG - Depuis on n'en entend plus parler, y aurait-il renoncé ?

- Éric Drouet va porter plainte contre Christophe Castaner pour "dénonciation calomnieuse" - Le HuffPost 30 janvier 2019

"Les accusations qu'il porte sont très graves." Invité des Grandes Gueules sur RMC, Éric Drouet, une des figures emblématiques des gilets jaunes a annoncé qu'il avait décidé de porter plainte contre Christophe Castaner pour "dénonciation calomnieuse." Une réponse au ministre de l'Intérieur qui indiquait la veille vouloir demander au procureur de poursuivre le leader officieux de la contestation après qu'il a appelé à un "soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires."

"Soulèvement" veut dire plein de choses. Nous on l'entend dans le sens que les gens se mobilisent dans les manifestations", a ainsi déclaré Éric Drouet ce mercredi 30 janvier avant d'être immédiatement soutenu par Laetitia Dewalle, autre figure emblématique du mouvement présente sur le plateau. "Soulèvement ça peut être une grève, ça peut être une manifestation, ça peut être un soulèvement de conscience. Ce n'est pas forcément par les armes", a-t-elle ajouté comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le HuffPost 30 janvier 2019

Drouet "en roue libre"... avec l'UDI !

- Éric Drouet, Joachim Son-Forget et Doc Gynéco: l'invitation reçue par le porte-parole des gilets jaunes - Le HuffPost 2 février 2019

On peut difficilement faire plus transparent. Éric Drouet, figure charismatique du mouvement des gilets jaunes, a rendu publique sur Facebook la proposition faite par le député Joachim Son-Forget, qui a récemment quitté -et dans des conditions particulières- La République En Marche.

"Bon les amis, je fais tout dans la transparence, vous le savez! J'ai reçu ça ce soir", a indiqué le chauffeur routier dans la nuit de ce vendredi 1er au samedi 2 février, en copiant le message qu'il venait de recevoir de la part de l'élu: une invitation à déjeuner en compagnie du rappeur Doc Gynéco.

"Bonjour Éric, c'est le député Son-Forget, qui a quitté En Marche en fracas en fin d'année. Je voulais te proposer qu'on se voie la semaine prochaine avec Doc Gynéco, qui essaie de m'aider depuis quelques jours, pour déjeuner", écrit celui qui siège désormais avec l'UDI, qui ajoute: "jusqu'à la fin d'année j'avais la ligne directe et on se parlait souvent; depuis que j'ai quitté LREM c'est chaud, mais il y a un truc à tenter".

Au HuffPost, Joachim Son-Forget confirme être l'auteur de ce message. "Et quand j'évoque la 'ligne directe', je parle de Macron", précise-t-il. Reste maintenant à savoir dans quelles conditions ce triumvirat pour le moins hétéroclite pourrait se réunir.

À en croire les premiers résultats du sondage lancé par Éric Drouet, il n'est pas impossible que le leader officieux des gilets jaunes accepte un déjeuner, mais en compagnie de l'avocat François Boulo, autre figure médiatique particulièrement appréciée au sein du mouvement.

À noter cependant que de nombreux gilets jaunes expriment en commentaire leur scepticisme quant au caractère potentiellement opportuniste de l'invitation de ce parlementaire "en roue libre". Le HuffPost 2 février 2019

Lordon a évoqué "le devenir néofasciste du macronisme."

La vidéo tournée d'un immeuble en hauteur plonge sur une cour de récréation du 19e arrondissement d'où monte un grand cri scandé : « Macron démission ! Macron démission ! ». Ce pouvoir est devenu l'objet du lazzi des enfants. Normalement un régime qui en est là ne connaît plus qu'une forme ou une autre de sursis. On ne spéculera pas plus que ça sur le sens politique des petits. Davantage sur le degré auquel le pays est imprégné de la détestation du monarque pour que les mioches en aient capté quelque chose. En tout cas, les petites éponges de cour de récré ne se trompent pas : il est haï. Et pour des raisons écrasantes, incontestables, dont la gravité ne cesse d'ailleurs de croître. Dans la série graduée des actes par lesquels un souverain en vient à perdre sa légitimité, le point maximal est atteint quand il prend le parti de constituer sa population en ennemie, et par conséquent de lui faire la guerre. Nous en sommes là, littéralement. Déployer des blindés en ville, équiper les forces de police de fusils à pompe, et même de fusils d'assaut, infliger aux manifestants des blessures... de guerre, c'est bien être en guerre. Du reste, s'il en est à prévoir des plans d'exfiltration des ministres et à prépositionner un hélicoptère pour évacuer l'occupant de l'Élysée, c'est que ce régime lui-même ne s'illusionne pas tout à fait quant à la réalité de ses rapports avec « sa » population.

En vérité, ce pouvoir est symboliquement à terre. Il a franchi un à un tous les seuils du discrédit, et puis ceux du scandale. Il ne lui reste plus que la force armée pour contenir la contestation. Et, pour tenir le reste, celle des répétiteurs médiatiques qui s'acharneront jusqu'au bout à soutenir qu'élu régulièrement, haut la main ajouteront même les plus bêtes ou les plus oublieux des conditions réelles de son élection, il est entièrement « légitime ». Nous apprenons donc de leurs bouches autorisées qu'un dirigeant, pour peu qu'il ait satisfait à

une comédie électorale entièrement truquée, peut parfaitement mutiler ses opposants, envisager de leur faire tirer dessus au fusil d'assaut — une image que, pour tout leur récent bon vouloir, les médias n'ont pas encore trouvé le temps de montrer —, s'engager dans des voies juridiques proto-totalitaires, sans que sa « légitimité » soit le moins du monde remise en question.

En vérité, ce pouvoir est symboliquement à terre. Il a franchi un à un tous les seuils du discrédit, et puis ceux du scandale. Il ne lui reste plus que la force armée pour contenir la contestation. (Non, il dispose aussi du soutien de tous les partis qui malgré tout continuent de collaborer aux institutions qui le protègent, dont évidemment LFI, le PCF, etc. auxquels il faut ajouter les directions syndicales, qui quel que soit le langage qu'elles emploient lui demeureront acquiesces. - LVOG)

Malheureusement, ces verdicts de légitimité ne valent pas mieux que la légitimité de ces véridicteurs. Or, de ce côté non plus la situation n'est pas fameuse. On n'en finit pas, par exemple, de contempler les étonnants renversements qui conduisent l'éditocratie à trouver horrifiant ici ce qu'elle trouvait admirable là, et réciproquement. « Qu'ils dégagent ! » en Tunisie : magnifique ; « Macron démission ! » : foule haineuse. Place Tahrir : printemps arabe ; Place de l'Étoile : hordes de casseurs. Crémation des statues de Chávez : peuple en lutte ; parodie de guillotine pour Macron : extrémistes violents. Police poutinienne : dictature ; police macronienne : ordre républicain.

À ce sujet, précisément, Bloomberg, organe bien connu pour ses sympathies révolutionnaires, titre ceci : « La réponse de Macron aux "gilets jaunes" fait paraître Poutine modéré en comparaison (1) ». On voit d'ici le tableau sauter dans les têtes de Laurent Joffrin ou Jérôme Fenoglio, les soudures qui se défont, les écoulements de matière cérébrale par les oreilles : comment se peut-il ? Poutine, pourtant le nom propre de la tyrannie ? Macron pire ? C'est impossible. Logiquement, pas un média français n'en parlera. Ordinairement très préoccupés du prestige international de la France, des regrettables dommages que peuvent lui causer d'irresponsables mouvements de grève de fonctionnaires, pas un n'a rapporté la stupéfaction de la presse anglo-saxonne qui observe, médusée, le devenir néofasciste du macronisme. Ni, symétriquement, le fait que le gilet jaune est devenu une sorte de symbole international, adopté par tous ceux qui sont en lutte, où l'on pourrait trouver de quoi nourrir une certaine fierté — question de point de vue, sans doute.

Voilà en tout cas où en sont encore les diseurs de légitimité. Obstinés à maintenir qu'un pouvoir en guerre contre sa population n'en est pas moins tout démocratique. Car c'est là le propre de l'inconséquence médiatique qui, après avoir occulté les violences policières pendant deux mois, se met d'un coup à en parler, d'ailleurs plus sous l'effet de l'emballage mimétique que d'un quelconque retour de conscience, mais pour n'en tirer aucune conclusion substantielle. (Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Ce constat porte à confusion, car c'est prêter ou concéder aux médias des vertus ou des intentions qui ne correspondent en aucune manière avec leur nature, qui ne peut que coïncider avec l'idéologie du régime et aucune autre. Dit autrement, c'est laisser entrevoir l'illusion qu'il pourrait en être autrement ou que les médias pourraient servir d'autres intérêts que ceux de l'oligarchie ou du capitalisme. - LVOG) La « démocratie » fait la guerre au-dedans, elle s'apprête, sous les approbations de l'extrême droite, à passer une loi de musèlement de toute forme de contestation, mais ça ne pose pas le moindre problème de principe. (Même remarque que précédemment puisque ce passage est inspiré par le même état d'esprit de l'auteur. Pourquoi, cela le devrait-il ? Dans ce cas-là il est inutile d'entourer la démocratie de guillemets, si c'est pour colporter ce genre d'illusions. - LVOG) Si bien qu'on peut continuer d'en appeler au « Grand débat » au nom de « la démocratie » même, comme de juste. Pendant que, samedi après samedi, les hôpitaux se remplissent. Et que les tribunaux débordent. (Normal, non ? A qui s'adresse ici Lordon sinon à Macron. Vous en étiez-vous aperçus ? Si non, la suite va le confirmer. - LVOG)

Il s'agit donc maintenant de faire savoir à ce pouvoir qu'il est trop tard, beaucoup trop tard. En fait même, que c'est fini. (Voilà pour la confirmation. Cependant Lordon va recourir immédiatement au double langage pour camoufler les illusions qu'il a encore dans le régime. - LVOG) Pour cette raison toute simple qu'on ne parle pas avec des institutions qui, après avoir fait pendant trois décennies la démonstration constante de leur absolue surdité, sont désormais de fait passées au stade militaire (grenades au TNT, blindés, fusils d'assaut : stade militaire). Et dont on ne voit pas par quel soudain accès de sincérité, elles se seraient miraculeusement converties à « l'écoute ». (Mais alors monsieur Lordon, pourquoi n'avez-vous pas rompu avec ces institutions depuis au moins trois décennies ? - LVOG)

On pense au misérable QCM gouvernemental, à ses lignes déjà toutes tracées (« Baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 25% », « Rendre la fiscalité du capital comparable à celle des autres pays européens pour

stimuler l'investissement, y compris en supprimant l'ISF », à sa manière toute particulière de poser les questions (« Identifier le type de dépenses publiques à baisser », « Faut-il supprimer certains services publics ? »), bref à cette parfaite ouverture du débat ouvert (2). On pense aussi à ce qu'écrit Éric Vuillard dans sa Guerre des pauvres (il s'agit de la révolte paysanne emmenée par Thomas Müntzer dans l'Allemagne du XVI^e siècle) : « C'est alors que le duc Albert de Mansfeld entama des négociations. Il fallait que ça traîne en longueur, afin de démoraliser l'adversaire et de gagner du temps. La négociation est une technique de combat (3) ». Et il faudrait aller « dialoguer » dans ces conditions ? (Que faites-vous d'autre comme on l'a vu plus haut dans cet article ? Tout son discours consiste à reprocher à Macron, aux institutions et aux médias leur comportement, alors qu'il est absolument normal en tant que représentants des intérêts du capital. Leur reprocher signifie qu'ils pourraient ou devraient adopter un autre comportement, c'est donc colporter des illusions sur leur rôle politique. Dans le paragraphe suivant il va reprocher au journal Le Monde de ne pas changer, pourquoi, le devrait-il, pour devenir le porte-parole de la classe ouvrière ? - LVOG)

Pour l'éditorialiste du Monde, la réponse ne fait pas de doute. « L'ultraviolence » de ceux qui veulent « attaquer la République (...), voire renverser le gouvernement (...) est la négation de la tolérance et du débat (...), [l']ennemie de la démocratie ». Ici la revue de détail est complète : il ne manque pas un recouvrement, pas une escroquerie nominale, pas une fausse position de problème — tout n'est-il pas d'ailleurs joué quand le texte s'intitule « Gilets jaunes : la violence ou le débat » ? Il est vrai qu'il date énormément, du 7 janvier, une éternité, une époque en tout cas où Le Monde ne s'était pas encore aperçu qu'il y avait des violences policières. Ni ne savait comment on organise les « Grands débats ». Au demeurant, maintenant il le sait et, visiblement, ça ne change pas grand-chose à sa manière de concevoir « la tolérance et le débat » — on aura même sous peu l'occasion de mesurer quel degré de pantomime Le Monde est capable d'endosser pour maintenir la fiction de la démocratie (élevé, pressent-on).

En tout cas, nous savons que, dans une tête d'éditorialiste du Monde, la politique ne connaît qu'un état possible : « le débat », à part bien sûr son opposé maléfique : « la violence ». Qu'on doive débattre, soit pour trancher des différences de troisième ordre au milieu des questions écrites par le gouvernement, soit à la rencontre des LBD, ça n'ôte rien, aux yeux du Monde, de sa qualité de débat au « débat ». La « démocratie » a les défenseurs qui lui correspondent exactement. (Il s'époumone à vouloir convaincre Le Monde de cesser d'être Le Monde. - LVOG) Hormis la philosophie d'éditorialiste et les scénographies présidentielles aimablement relayées par les chaînes d'information en continu, ça n'est pourtant pas ainsi que les « gilets jaunes » l'entendent. Assez logiquement, les institutions présentes, et celui qui en incarne les tares au plus haut point, récupèrent aujourd'hui la fin de non-recevoir appelées par leurs propres fins de non-recevoir administrées pendant trente ans. On peut autant qu'on veut ripoliner de « démocratie » des institutions sous prétexte qu'elles pratiquent l'élection, et de temps en temps la parlote, sans que cela suffise à en faire des institutions démocratiques.

En fait, les institutions de la surdité organisée finissent toujours par recueillir l'émeute, et c'est dans l'ordre des choses. Un certain philosophe écrit ceci dans un de ses traités politiques : « Les séditions, les guerres, le mépris ou la violation des lois doivent être imputées, c'est certain, non tant à la méchanceté des sujets qu'au régime vicieux de l'État (4) ». Et telle est bien, à l'os, la seule conclusion valide à tirer des événements actuels : ils ont pour cause que le régime de l'État est vicieux.

En fait, les institutions de la surdité organisée finissent toujours par recueillir l'émeute, et c'est dans l'ordre des choses.

Parfois aussi, c'est sous la forme la plus innocente que se laisse découvrir la vérité : un syndicaliste policier, invité de l'émission d'Arrêt sur images (5), exprime avec une désarmante candeur son désarroi : « Les manifestants ne jouent plus le jeu ». C'est tellement complet, tellement profond, que c'en est vertigineux. En un mot, tout est dévoilé. La pantomime démocratique-sociale, c'était un jeu. Vous faites semblant de demander, nous faisons semblant d'écouter — n'oubliez pas de vous munir de vos merguez, et soyez rentrés pour 18 heures. Incidemment, le syndicaliste policier nous apprend que dans la liste des morts en puissance, on pourrait bien compter, non seulement Macron, les institutions de la Ve République, la presse, mais aussi les confédérations syndicales (au désespoir de leurs bases, souvent admirables) : mortes d'inutilité, pour n'avoir fait trop longtemps que « jouer ». Car voilà la chose enfin dite : Bastille-Nation, c'était un jeu.

Comment s'étonner que, la nullité des médiateurs visible de tous, le jeu de la « médiation » n'ait plus la cote ? Depuis 1995, aucune action revendicative dans la forme réglée de la manifestation n'a rien obtenu — c'est

bien plus probablement la part « débordante » du mouvement anti-CPE qui lui a valu son succès. Mobilisation après mobilisation, on a vu monter le « seuil d'écoute » du pouvoir : un million de manifestants, puis un et demi, puis deux, en-dessous de quoi : rien (en fait, au-dessus de quoi, rien non plus). Ce que pour le coup on peut appeler le « minimum syndical » n'a jamais cessé d'être rehaussé. Et les syndicats, qui aiment tant le jeu qu'ils sont prêts à le jouer à n'importe quelle condition, de ramer pour mettre toujours plus de monde dans la rue pour toujours moins de résultat. Une syndicaliste dépitée du SNES admet elle-même : « Depuis la réforme des retraites en 2003, les gens ont intériorisé l'idée que la grève ne servait à rien pour se faire entendre » (6). En effet, dans ces institutions-là, rien ne sert plus à rien pour se faire entendre. Alors, voyons : que reste-t-il pour se faire entendre quand il n'est plus possible de se faire entendre ? — à part la voie des « gilets jaunes ».

De là le policier un peu stupéfait, et ses manifestants qui « ne jouent plus le jeu ». C'est exact : les « gilets jaunes » n'ont plus envie de jouer. Ils ne jouent plus le jeu, pour avoir tout simplement compris cette vérité tautologique que, dans le monde de la surdité institutionnalisée, on ne parle jamais qu'à des murs. Voilà très exactement ce que signifie que « le régime de l'État est vicieux » : délibérément fermé à tout, il ne laisse d'autre alternative que de le souffrir tel quel ou de le renverser. Souffrir : depuis, trente ans, c'est assez. Donc le renverser. (Pourquoi, avant, tous ne jouaient-ils pas déjà le jeu dans un autre contexte ? - LVOG)

Au stade où nous en sommes, d'ailleurs, il n'est plus seulement question de la surdité des institutions, mais aussi de l'infamie des personnes, qui fait du renversement presque une exigence sanitaire. On dit qu'on connaît quelqu'un à ceux dont il fait ses proches. Castaner, Griveaux, Benalla. Benalla, nous commençons à être fixés. Griveaux, on a bien avancé également (7). Non, là c'est Castaner qui fait une percée. « Aucun policier n'a attaqué de "gilets jaunes" », c'était déjà une sorte d'exploit. Ici on se demande : que peut-il se passer dans une tête comme celle de Castaner pour oser ceci quand (normalement) il doit savoir que les réseaux sociaux sont submergés des preuves de son obscénité ? Mais on connaît que quelqu'un a atteint le dernier degré de l'ignominie quand ses efforts pour tenter de s'en tirer l'y enfoncent encore davantage : quelques jours après, réflexion faite, « il y a eu des atteintes graves à la vision ». Même France Info, la honte du journalisme, n'osera pas reprendre tels quels les éléments de langage du ministre — il faudra bien parler d'yeux crevés.

On notera que, comme Griveaux, Castaner vient du Parti socialiste. Et c'est comme une sorte de destin historique de la social-démocratie, ou d'une certaine « gauche républicaine », de se rouler dans la honte, depuis Thiers jusqu'à Collomb, en passant par Ebert. Et maintenant Castaner. « On parle de perte d'œil, je préfère ne pas reprendre ce terme-là ». Qu'est-il possible, même à froid, de penser d'un individu comme Castaner ? Qui peut encore lui accorder le moindre respect, à lui, mais aussi à celui qu'il sert, et aux institutions qui maintiennent de tels personnages ?

Yaël Pivet-Braun, la présidente LREM de la commission des lois déclare sur RFI qu'elle « ne croi(t) pas qu'il y ait eu d'abus des forces de l'ordre (8) ». Comment des députés LREM peuvent-ils s'étonner de retrouver murées leurs résidences ou peinturlurées leurs permanences ? Par exemple : vous aviez deux mains, une est arrachée par une grenade qui est une arme de guerre. Là-dessus, vous vous entendez dire qu'il n'y a pas eu d'abus des forces de l'ordre, et même, de TF1, qu'il n'y a aucun blessé grave. Puis Macron ment outrageusement. « Vous êtes le seul pays qui utilise des grenades contre sa population » l'interpellent des étudiants à l'université de Louvain — « Alors là, vous dites n'importe quoi ». Qui niera qu'il y a de quoi avoir des envies de parpaings et de trueller ? — même à une seule main. Et si c'est plutôt votre œil qui a fini dans une poubelle d'hôpital, Castaner préfère ne pas utiliser ce terme-là. On y réfléchit posément, et on se demande : qu'est-ce qu'on peut faire avec ces gens-là ? Y a-t-il quoi que ce soit d'autre à faire que de les chasser ? Peut-être même faudrait-il s'aviser de le faire sans tarder, avant qu'ils n'aient achevé de refermer sur nous un État policier forteresse.

Élu avec un soutien réel d'à peine 10,5 % du corps électoral (9), tenu, par les conditions mêmes du second tour, de se séparer d'une partie de son programme, foulant au pied cet élémentaire devoir moral, portant et la violence sociale et le scandale de l'enrichissement des riches à un point inouï, recevant pour ces textes les plus sinistres l'approbation répétée de l'extrême droite à laquelle il était supposé faire barrage, et désormais en guerre plutôt qu'en marche, Macron est allé trop loin, beaucoup trop loin. Il n'a plus aucun titre à faire valoir pour sa légitimité — à part les proclamations obstinées de l'éditorialisme de service.

Le propre des grands événements politiques, c'est qu'ils sont des leçons de choses — ici, comme une physique de la légitimité, et de ses effondrements. À cet égard, Arendt, s'interrogeant sur le paradoxe qui veut que le mot « révolution » vienne de l'astronomie, où il désigne non pas du tout le changement mais le

retour circulaire du même, Arendt, donc, signale qu'il emporte aussi l'idée d'une nécessité irrésistible. C'est une révolte, non sire c'est une révolution indique à Louis que cette fois-ci c'est cuit : ça lui vient dessus avec la force de l'inéluctable, il n'y échappera pas. On a sans doute le devoir intellectuel de se méfier de la résonance en histoire, mais on ne peut pas non plus ne pas être sensible à ses avertissements, et parfois à ses charmes.

À l'époque, déjà, Christophe Barbier ne voyait pas ce qu'on pouvait opposer à la légitimité de Louis XVI puisqu'il avait été installé selon les procédures régulières de la succession dynastique — parfaitement légitimes, ainsi, par conséquent, que le produit de leur opération. Ce que ces gens sont à l'évidence incapables de voir, c'est que la légitimité n'est pas une qualité substantielle. Un temps les institutions sont dites légitimes. Et puis un jour on les regarde sous un autre angle, et on se dit qu'en fait elles ne le sont pas. Alors elles tombent, et toujours de la même manière : sous le poids du scandale. (Sauf que ce qui est en cause, ce ne sont pas les institutions, mais le capitalisme, car les institutions peuvent changer sans que rien ne change, car de deux choses l'une, soit les institutions en place ou celles qui sont destinées à les remplacer sont conçues pour légitimer les fondements du capitalisme, pérenniser le pouvoir économique que les capitalistes détiennent, les rapports établis entre la classe dominante et la classe dominée, leur apporter une caution juridique et les protéger, soit les nouvelles institutions ou plutôt la nouvelle Constitution considère illégitime les inégalités sur lesquelles reposaient les fondements du capitalisme et elle décide de les abolir, de retirer le pouvoir économique à la classe des capitalistes, qui se trouvent ainsi privé du droit de capter les richesses produites par les travailleurs, de renverser les rapports entre les classes au profit de la classe qui produit les richesses, elle décrète que les moyens de production appartiennent désormais à l'ensemble de la collectivité et qu'ils sont destinés uniquement à satisfaire les besoins de l'ensemble de ses membres sans discrimination ni privilège d'aucune sorte, conditions qui sont irréalisables au moyen d'un "scandale", mais nécessite une révolution politique, prolétarienne et sociale ou socialiste, un soulèvement révolutionnaire des masses pour chasser du pouvoir les capitalistes et ses représentants... La fin de cet article est navrante, mais elle était inévitable dès lors qu'on ne voulait pas "*jouer le jeu*" de la dialectique de l'histoire monsieur Lordon ou qu'on refusait d'admettre ses enseignements. - LVOG)

Il s'en suit, pour les personnages de l'époque, qu'ils viennent prendre une certaine place dans l'Histoire — leur place. Celles de Castaner et de Macron sont en train de s'aménager. Macron va rester dans l'Histoire, c'est désormais acquis. Comme Macron-l'éborgneur, ou Macron-la-grenade. Peut-être Macron-l'hélicoptère. Ce serait souhaitable. Car maintenant, il faut qu'il parte. (Franchement, si c'était pour nous dire cela ou en arriver à cette conclusion, cela ne valait pas la peine, nous voilà bien avancé ! Il a proposé quoi pour le faire partir, quel moyen d'organisation ou quels instruments, quelle tactique, stratégie, ligne politique ? Rien. Dans quelle perspective politique devrait s'inscrire le départ de Macron ? Pas de réponse. Pour faire quoi, avec qui, comment ? Néant ! Tout ce qu'il nous a raconté, on le sait tous, on l'a tous constaté, c'est le genre d'intellectuels qui est dans la dénonciation stérile, qui s'écoute penser ou parler et qui est satisfait de lui-même. Remarquez qu'il n'est pas le seul à l'avoir remarqué, sinon Le Monde diplomatique dont Le Monde est l'actionnaire majoritaire ne publierait pas sa prose.

Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 28-01-2019

Fabrique du consentement et manipulation sondagière. BFM(ensonge)TV à la manoeuvre.

- 8% estiment que Macron "renouvelle la politique" = 92% estiment qu'il poursuit la politique de ses prédécesseurs.
- 8% estiment qu'il tient "ses promesses" = 92% considèrent qu'il les a trompés sur la marchandise.
- 7% qu'il incarne la fonction = 93% jugent qu'il n'en a pas les capacités.
- 6% approuvent l'orientation globale de sa politique. = 94% désapprouvent son orientation politique.
- 78% des Français le jugent "autoritaire".

Entre nous, on se demande en quoi citer les avis ridicules bas qui lui sont favorables pourrait faire oublier ceux de l'écrasante majorité qui lui sont contraires, à moins qu'ils soient aveuglés par leur complexe de supériorité et le mépris qu'ils portent au peuple, qui les perdra.

Du simple au triple, qui dit mieux !

Cette fois, c'est au sujet du niveau de vie des plus pauvres qui ne cesse de diminuer.

RT - La revue (Que Choisir? - ndlr) cite par exemple les propos d'un des responsables de l'institution (INSEE) selon lequel «en moyenne, les Français n'ont pas eu de gain de pouvoir d'achat depuis dix ans». Ce dernier précise que le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté sur cette période de 0,1% par an alors qu'il augmentait de 1,9% par an avant la crise de 2008.

- L'Insee, a en outre révélé que la hausse constante des dépenses dites «contraintes» (les dépenses liées au logement, comme le loyer, l'eau, les combustibles ou l'électricité, ainsi que les services financiers, de télévision, les assurances ou les services de télécommunication, cantine...) pesait sur le revenu dit «arbitrable», c'est-à-dire sans le poids de ces dépenses. Pour essayer de fournir des indicateurs plus représentatifs, l'institut calcule désormais le pouvoir d'achat «arbitrable» des ménages et note que la part des dépenses contraintes ou «pré-engagées» n'a cessé d'augmenter, passant de 26,8% à 29,4% au cours des vingt dernières années. Mais là encore, ce n'est qu'une moyenne et l'Insee note : «La part des dépenses pré-engagées dans le budget est plus élevée pour les ménages à faibles revenus : elle passe de 22 % pour les ménages aisés à 38 % pour les ménages pauvres, selon une étude de la Drees de 2016.» RT 28.01

- Ménages pauvres : un budget avec 61% de dépenses contraintes - force-ouvriere.fr 24 novembre 2018

La part de dépenses pré-engagées dans les budgets pour les ménages pauvres est de 61% contre 23% pour les ménages aisés, a rappelé le quotidien Le Monde le 14 novembre dernier, s'appuyant sur les chiffres d'une étude de la Dress (Direction des études statistiques du ministère de la santé et des solidarités) publiée en mars 2018. Les dépenses pré-engagées, dites également contraintes, sont du type assurances, logement, énergie, assurances, emprunts, etc., et généralement incompressibles.

Reste : 180 euros par mois.

Dans le revenu disponible des ménages (salaires et prestations sociales, moins impôts directs et indirects), leur poids est d'autant plus fort "que leur niveau de vie est faible". Ainsi toujours selon la Dress, "les 10 % les plus modestes doivent ainsi se contenter en moyenne de 180 euros par mois pour financer transport, équipement, loisir ou habillement", mais aussi santé et dépenses alimentaires... force-ouvriere.fr 24 novembre 2018

Encore un petit effort et ils vont nous livrer les chiffres qui correspondent à la réalité.

Les dépenses contraintes, ces poids devenus insupportables pour les ménages - Le Figaro 13 décembre 2018

D'abord, d'après l'Insee, le poids des dépenses contraintes, passé de 12,4% du revenu disponible en 1951 à près de 30% en moyenne 2017, ne cesse de s'accroître dans un mouvement qui s'explique pour «plus des trois quarts» par la hausse des coûts liés au logement.

Ensuite, la part des dépenses contraintes dans les budgets des ménages diffère selon l'année, le lieu ainsi que la catégorie socioprofessionnelle (CSP) de la personne de référence du ménage.

Pour la DREES, «la part des dépenses pré-engagées dans le revenu disponible des ménages est d'autant plus forte que leur niveau de vie est faible». Par exemple, une famille monoparentale dans une situation financière délicate devra supporter les coûts liés à l'enfant, comme la cantine, les assurances, un logement plus grand ou les «coûts d'entretien» associés. La DREES estime que les dépenses contraintes représentent 34% du total du budget pour un ménage pauvre, contre 42% pour une famille monoparentale de la même CSP. A la fin du mois, ces ménages ont donc une marge de manoeuvre financière plus étroite et ne peuvent réinjecter beaucoup d'argent dans l'économie par la consommation ou l'investissement.

Dans le détail, les ménages pauvres, quant à eux, n'ont que 340 euros en moyenne après avoir payé ces dépenses contraintes, tandis que les classes moyennes disposent de 1190 euros. Le Figaro 13 décembre 2018

Reste à savoir combien il existe de ménages pauvres dans le pays, et combien de ménages qui n'appartiennent pas aux classes moyennes n'en font pas partie. Si quelqu'un avait la réponse précise, cela nous rendrait un immense service de nous la communiquer. Personnellement, je pense que les classes moyennes et les ménages ouvriers qui n'appartiennent pas à la catégorie des pauvres, constituent toujours la majorité de la population, bien qu'elle a dû se réduire au cours des dernières décennies, ce qui expliquerait bien des choses. Je ne veux rien affirmer avec certitude puisque je ne dispose pas de suffisamment d'éléments précis et à jour pour cela.

Qui a osé dire à propos de la parodie de démocratie ou le "grand débat national"?

- "Nous ne connaissons ni l'objectif de ces réunions, ni le bilan qui en sera fait"

Vraiment ? Macron et Philippe n'arrêtent pas de le claironner. La preuve.

Réponse : Mélenchon, dans un courrier à Edouard Philippe.

Parce qu'en plus il lui écrit ! Après il se permet de dire qu'il boycotte le grand débat (Le HuffPost 31.01)

Quel pitoyable tartuffe, charlatan !

Et pendant ce temps-là Castaner reconnaissait que le LBD - utilisée plus de 9.200 fois depuis le début de la contestation - pouvait "blesser" mais en a défendu l'utilisation "face aux émeutiers".

- Pour Edouard Philippe, le grand débat national doit «compléter», pas «remplacer» le projet présidentiel - Liberation.fr 31 janvier 2019

Distraction ou numéro d'illusionnisme. Ne mêler pas le peuple à l'entreprise totalitaire de cette officine de la gouvernance mondiale, l'Union européenne.

- LFI recycle ses hologrammes pour un "contre-débat" - Reuters 1 février 2019

La France Insoumise a dévoilé jeudi une nouvelle phase de sa campagne pour les européennes, qui verra une vingtaine de candidats se démultiplier en hologrammes lors de 471 étapes dans toute la France afin de faire "entrer le peuple" au Parlement européen. Reuters 1 février 2019

Boycott !

Ils regrettent que les conditions d'"indépendance" d'un grand débat national n'étaient pas réunies.

- "Grand débat": Macron va recevoir les chefs des partis politiques - Reuters 2 février 2019 Emmanuel Macron recevra la semaine prochaine les chefs des principaux partis politiques dans le cadre du "grand débat national" organisé en réponse à la crise des "Gilets jaunes", a annoncé vendredi l'Élysée. L'issue du débat et la prise en compte par l'exécutif des positions qui seront exprimées dans ce cadre sont des points de crispation entre le gouvernement et l'opposition, cette dernière mettant en doute la sincérité de l'exercice et dénonçant un "enfumage" et une manœuvre "dilatoire". Signe de leur défiance, la France insoumise (LFI) et Europe Ecologie-Les Verts (EELV) ont boycotté mercredi le "comité de suivi" du "grand débat" convoqué par le Premier ministre Édouard Philippe, jugeant que les conditions d'"indépendance" n'étaient pas réunies. Reuters 2 février 2019

Ce qu'ils ne vous disent pas, c'est qu'ils continuent de collaborer à toutes les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat...

Ils osent tout, et c'est même à cela... qu'on reconnaît les psychopathes... en proie à une crise de paranoïa aigüe.

- Macron explique que lui aussi pourrait être gilet jaune - Le HuffPost1 février 2019

Le HuffPost - Ce 31 janvier, Emmanuel Macron a reçu quelques rares journalistes à l'Élysée, pour un entretien d'au moins une heure au cours duquel il est revenu sur la situation actuelle du pays, et distillé ses commentaires quant aux actualités.

...il maintient que ses sorties parfois polémiques ne sont dues qu'à son franc-parler.

LVOG - Ce qui signifie qu'il pense ce qu'il dit. Quand des gens s'excusent après avoir parlé trop vite et expliquent que leur langue a précédé leur pensée, en réalité, c'est leur inconscience qui a parlé pour eux, et généralement elle est révélatrice ou elle trahit leur véritable disposition d'esprit qu'elle ne tenait pas à manifester... - LVOG)

Le HuffPost Et d'affirmer que son objectif est désormais de faire une politique plus efficace, en rendant le débat et la délibération "permanents".

LVOG - Le débat est clos d'avance puisqu'il n'a cessé de répéter qu'il ne changerait pas de "cap". Dans ce cas-là, la délibération ne doit servir qu'à faire croire le contraire, et pendant ce temps-là il applique sa politique. Elle ne peut servir qu'à justifier sa politique, sachant qu'elle est pratiquement unanimement rejetée. Il faut entendre par "faire une politique plus efficace", déployer des moyens plus efficaces pour obtenir le consentement des masses à sa politique, mission impossible dans l'état actuel des choses, donc inévitablement la situation devrait se radicaliser et précipiter l'affrontement direct entre les classes, aucune autre issue n'est envisageable désormais à brève échéance... - LVOG)

Le HuffPost - Avant de regretter qu'au cours de la crise actuelle, la France ait parfois été partagée entre le "nihilisme" au nom duquel la parole d'un gilet jaune vaut celle d'un ministre ou d'un élu, et "l'autoritarisme", la tentation d'un pouvoir fort.

LVOG - Qu'il cultive le culte de la hiérarchie et haïsse ceux qui "ne sont rien" tout en recevant à Versailles les oligarques les plus puissants de la planète, et qu'il en arrive à faire une crise d'autoritarisme, ce n'était pas dû au hasard ou ne requiert aucun regret, il n'a fait qu'exercer sa fonction de porte-parole de la ploutocratie et le pouvoir qui va avec. - LVOG)

Le HuffPost- "Si être gilet jaune, c'est vouloir moins de parlementaires et que le travail paie mieux, moi aussi je suis gilet jaune!".

Emmanuel Macron n'en démord pas: la solution viendra à ses yeux du débat permanent, à commencer par celui, national, qui se tient en ce moment. Le HuffPost 1 février 2019

Il doit être le seul à le croire !

Autres passages délirants extraits de l'article du Point reproduit en partie par le blog Les Crises.fr.

Macron - « "D'où tu parles ? Quelle est ta légitimité ? " Celui qui est maire, celui qui est député, celui qui est ministre a une légitimité ou une responsabilité. Le citoyen lambda n'a pas la même. Il ne représente que lui-même. »

LVOG - Que dal, quoi !

Macron - « Quand vous écoutez les gens, qu'est-ce qu'ils disent ? Ils veulent couper la tête du président. Ils disent que les députés sont tous des salopards. Ils décident que n'importe qui décide est illégitime, énumère-t-il. Ils ne veulent même plus que quelqu'un décide en leur sein. Et ils disent que les journalistes mentent. Et ils croient leur boucle mail ou leurs copains sur Facebook dans une espèce de système où chacun représente lui-même. C'est la dissolution d'une démocratie si on les suit. Par des mécanismes que j'ai expliqués, ils arrivent à se diffuser partout. Pour des gens qui sont faibles, ou fragiles, ou en colère, cela

a une espèce de résonance. Et donc la question, c'est comment on le déconstruit. Comment on rebâtit des tiers de confiance. Il y a un vrai travail sur ce qu'est la presse, sur ce qu'est la fonction politique, sur ce que sont les syndicats, les partis politiques. Il doit y avoir une capacité à rehiérarchiser les paroles. Ça, c'est fondamental. Parce que, sinon, le complotisme nourrit l'autoritarisme. »

LVOG - On lui dit ou on ne lui dit pas ? Salopard ! Quant à savoir si on doit ou non te couper la tête, devine ?

Le Point - ...selon le président, les gilets jaunes ont été infiltrés par «40 à 50 000 militants ultras qui veulent la destruction des institutions». Face aux violences orchestrées par les extrêmes

Le Point - Il promet de raréfier ces séquences et, peut être, de s'inspirer d'Angela Merkel qui ne va jamais au contact de gens en colère.

LVOG - Attention, même les Champs-Élysées ne sont plus sûrs !

Le Point - «Le pays doit savoir qu'il est commandé», prévient le. (Plus loin) «Il y a un besoin de commandement».

LVOG - Il se croit dans une caserne ou un camp de concentration...

D'autres aspects de cet interview.

- Macron étrille la "naïveté" des médias sur les gilets jaunes - huffingtonpost.fr 01.02

Dans une série de confidences publiées par Le Point, Emmanuel Macron revient sur la crise des gilets jaunes. Et il ne se montre pas tendre avec les médias, qu'il accuse de "naïveté" dans le traitement de la fronde faisant notamment référence à la séquence tournée par l'ancien boxeur Christophe Dettinger avant qu'il ne se rende aux autorités pour avoir frappé plusieurs policiers.

"Il ne faut pas se tromper. On est d'une naïveté extraordinaire. (...) Le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briefé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit! Le type, il n'a pas les mots d'un Gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitan", a-t-il expliqué, comme le relate le magazine.

LVOG - L'extrême-centre vise l'extrême gauche, l'extrême droit lui sert uniquement de caution pour que la population s'y rallie, la gauche et la droite étant inexistantes puisqu'elles ont fusionné avec l'extrême-centre néofasciste.

Huffington Post - En creux: la critique d'une presse qui ne ferait pas l'effort de parler de "l'envers du décor" des gilets jaunes, et de son "abdication" "à faire [son] travail de hiérarchisation et d'analyse".

LVOG - Rappelons que c'est son "abdication" "à faire [son] travail de hiérarchisation et d'analyse" qui lui a permis d'être élu au détriment d'autres candidats qui n'avaient pas bénéficié du même traitement.

Huffington Post - La veille, Paris Match, BFMTV et Le Figaro publiaient déjà une série d'articles nourris par de nombreuses citations du chef de l'État recueillies par une poignée de journalistes à l'Élysée. Une opération de communication huilée mais qui n'a pas empêché Emmanuel Macron de laisser échapper de nouvelles petites phrases polémiques. Au premier rang desquelles le reproche fait aux chaînes d'information qui accorderaient la même importance à la parole des élus et celle des gilets jaunes sans distinction, avec cette formule: "Jojo avec un gilet jaune a le même statut qu'un ministre ou un député!".

LVOG - "Jojo", pourquoi pas crotte de chien pendant qu'il y est !

Crime de lèse majesté envers les députés corrompus, quand un député se présente, la révérence devrait être de rigueur, et quand il s'exprime, un devoir de l'écouter et de le croire sur parole, ensuite seulement d'applaudir, ainsi le veut la bienséance à la cour de sa majesté ! Cette vermine ne nous inspirent qu'un profond mépris.

A court d'argument, il verse ensuite allègrement dans le délire complotisme.

Huffington Post - Une fronde manipulée par les extrêmes et l'étranger

Dans les citations révélées par Le Point - sans que l'on sache si elles sont tirées du même entretien que celles des autres médias, le chef de l'État prend l'exemple d'Éric Drouet, un des gilets jaunes les plus visibles notamment parce qu'il anime la page Facebook la plus populaire du mouvement avec plus de 300.000 membres. "Drouet, c'est un produit médiatique, un produit des réseaux sociaux", explique-t-il avant d'ajouter: "Il y a eu une forme aussi de légitimation accélérée de ce qu'a été ce mouvement qui est un problème."

LVOG - Si Macron n'avait pas été "un produit médiatique", il n'aurait jamais été élu.

Huffington Post -Toujours dans l'optique d'étriller la presse, Emmanuel Macron voit également cette fronde comme "une manipulation des extrêmes, avec le concours d'une puissance étrangère", écrit Le Point. Le président de la République estime que les médias ont peu parlé des "différentes strates de gilets jaunes, la déconstruction de ce qu'est le mouvement, de ses influences, la déconstruction de ses influences extérieures".

Car il est certain de l'influence des Russes sur la fronde. "Les gens qui sont surinvestis sur les réseaux sont les deux extrêmes. Et après, ce sont des gens qui achètent des comptes, qui trollent. C'est Russia Today, Sputnik, etc", explique-t-il en pointant l'influence de "la fachosphère, la gauchosphère, la russosphère" qui représenteraient "90 % des mouvements sur Internet". "Regardez, à partir de décembre, les mouvements sur Internet, ce n'est plus BFM qui est en tête, c'est Russia Today", conclut-il.

LVOG - Outre l'amalgame ordurier rouge-brun "fachosphère" - "gauchosphère" cher aux idéologues de l'extrême droite néolibérale, le crétin reconnaît ici que 90 % rejette sa politique. Au passage, il se ridiculise un peu plus.

Huffington Post - "Ce qui est en train de fixer ça dans la vie politique du pays, c'est le nombre de vues [sur Internet, NDLR] et les manipulations qui vont avec le nombre de vues. On l'a bien vu sur Facebook: plus j'ai d'amis, plus j'ai de capacité de diffusion, plus je suis relayé", estime le président de la République.

LVOG - Lui et En Marche ont profité du même procédé...

Huffington Post - Et le chef de l'État d'enfoncer le clou: "de plus en plus, des chaînes d'information disent 'ceci est important, ceci est légitime' parce qu'il y a du mouvement sur Internet. Ce mouvement est fabriqué par des groupes qui manipulent, et deux jours après, ça devient un sujet dans la presse quotidienne nationale et dans les hebdos." huffingtonpost.fr 01.02

LVOG - Ce n'est "deux jours après", mais quotidiennement que l'AFP concocte des dépêches reprises par l'ensemble des médias-oligarques qui ont pour seule but de propager l'idéologie dont Macron est le porte-parole en chef, donc de manipuler les consciences et non d'informer de manière impartiale les lecteurs.

En complément. En effet : La porte est grande ouverte !

- Grand débat: pour Philippe, un référendum "ne peut pas être le seul point de sortie" - AFP 31 janvier 2019

Totalitarisme En Marche. Criminalisation de toute opposition à l'ordre établi.

- "Anticasseurs": feu vert de l'Assemblée à des interdictions administratives de manifester - AFP 31 janvier 2019

L'Assemblée nationale a donné mercredi soir son feu vert à la possibilité pour les préfets de prononcer des interdictions de manifester, disposition clé de la proposition de loi "anticasseurs", malgré des critiques jusqu'au sein de la majorité.

"Il ne faut pas caricaturer" cet article 2 et "en aucun cas il ne s'agit d'autre chose que de garantir le droit de manifester", a assuré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Dans l'arsenal français, ces interdictions administratives préalables s'ajouteront aux interdictions qui peuvent déjà être prononcées par la justice lors de condamnations.

Les préfets pourront prononcer des interdictions de manifester à l'encontre d'individus représentant "une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public", sous peine de six mois d'emprisonnement et 7.500 euros d'amende en cas d'infraction.

Des "critères objectifs" ont été ajoutés: la personne devra avoir commis des "atteintes graves à l'intégrité physique des personnes ainsi que des dommages importants aux biens" ou encore "un acte violent" lors de manifestations précédentes.

Le préfet sera en droit d'imposer une convocation à la personne concernée, afin qu'elle ne se rende pas à la manifestation.

En cas de risque de participation à d'autres rassemblements, a ajouté le gouvernement, le préfet pourra interdire à la personne de prendre part à toute manifestation sur le territoire national durant un mois maximum.

Les personnes "interdites" de manifester pourront faire un recours en urgence devant la justice administrative, a précisé un amendement de la rapporteure Alice Thourot (LREM).

Elles seront inscrites au fichier des personnes recherchées (FPR). La proposition de loi prévoyait initialement un fichier dédié mais M. Castaner a vanté le FPR, accessible depuis les tablettes des forces de l'ordre. "La fiche tombe dès qu'elle est inactive", a-t-il aussi affirmé aux opposants au "fichage".

La gauche est montée au créneau contre la mesure sur les interdictions, dénonçant des "lettres de cachet" (PS) ou une "loi de circonstance" (PCF) face aux "gilets jaunes", s'attaquant "aux libertés fondamentales de tout un peuple" et introduisant dans le droit commun une mesure permise dans le cadre de l'état d'urgence (LFI).

Le Rassemblement national s'y est également opposé, critiquant un calque des interdictions de stade pour les hooligans alors que la liberté de manifester est d'un niveau supérieur.

"On se croit revenu sous le régime de Vichy", s'est exclamé Charles de Courson (Libertés et territoires), suscitant de vives protestations.

Dans les rangs LREM, quelques voix se sont également élevées pour réclamer la suppression de l'article, manquant de "garde-fou" selon Delphine Bagarry. Aurélien Taché s'est aussi inquiété de ce que pourrait en faire un pouvoir autoritaire. D'autres "marcheurs" ont défendu en vain des amendements pour un meilleur encadrement.

De son côté, le MoDem a plaidé pour une condamnation pénale préalable de la personne.

A l'inverse, Les Républicains ont défendu une mesure d'interdiction qui "va faire progresser la sécurité de nos concitoyens, des forces de l'ordre et des manifestations". AFP 31 janvier 2019

- Loi anticasseurs: un nouveau délit de dissimulation du visage adopté par l'Assemblée - Liberation.fr 31 janvier 2019

Un délit qui serait passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et 15.000 euros d'amende.

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit du mercredi 30 au jeudi 31 janvier la création d'un délit de dissimulation du visage dans les manifestations, dans le cadre de la proposition de loi LR "anticasseurs"

dont les députés n'ont pas achevé l'examen. Un dispositif législatif étudié après les violences observées en marge des manifestations de gilets jaunes. Liberation.fr 31 janvier 2019

La criminalisation assumée du mouvement populaire.

- Face aux Gilets jaunes, le gouvernement assume la fermeté - LeParisien.fr 03.02

« Maintenant, cela devient plus un sujet d'ordre public que politique », évacue de manière lancinante un collaborateur d'Édouard Philippe, après ce nouveau samedi de manifestation.

Selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, très peu de manifestations annoncées pour ce samedi ont été déclarées. Il a fait savoir que le dispositif de maintien de l'ordre de ces dernières semaines serait reconduit mais adapté, avec notamment le soutien, à Paris, de six véhicules blindés de la gendarmerie. LeParisien.fr 03.02

En complément. Les "Jojos" peuvent crever de froid.

Brooklyn: le cas de ces détenus privés de chauffage en plein froid scandalise - Le HuffPost 03.02

Au moment de la rédaction de cet article, la température à New York affichait 0 degré. Et depuis une semaine, les prisonniers du Metropolitan Detention Center à Brooklyn vivent sans chauffage ni lumière. Le HuffPost 03.02

Acte XII

Avec l'Acte XII des gilets jaunes, le cache-œil devient le symbole de la révolte - Le HuffPost 2 février 2019

"Quatre manifestants ont été frappés violemment à la vision". C'est par cet euphémisme que Christophe Castaner a reconnu le 22 janvier dernier, soit plus de deux mois après le début de la fronde, l'existence de blessés graves parmi les contestataires. Une pudeur dans les mots choisis par le ministre de l'Intérieur pour évoquer des manifestants éborgnés ou énucléés, souvent par des tirs de Lanceur de balles de défense (LBD), qui n'est pas passée inaperçue du côté des gilets jaunes.

Sur les réseaux sociaux, les internautes ne prennent pas les mêmes pincettes que Christophe Castaner et relaient sans cesse des images de violences policières présumées, bien souvent sanglantes. Très présent depuis le début de la contestation, le sujet a redoublé d'ampleur depuis la blessure à l'œil de Jérôme Rodrigues, un des visages connus de la mobilisation. Le jeune homme est rapidement devenu un martyr au sein de la communauté et son cache-œil s'impose peu à peu comme l'un des symboles de la mobilisation avant l'Acte XII du mouvement.

Les gilets jaunes ont d'ailleurs comme mot d'ordre pour cette nouvelle journée d'actions de se grimer en manifestants blessés avec, notamment, du sang sur les tuniques fluo et des bandages sur les yeux. Le but? Faire de ce samedi un grand hommage aux 144 blessés graves dans les rangs des manifestants, dont au moins 14 ont perdu l'usage d'un œil selon Libération.

La veille, le Conseil d'Etat a rejeté la demande de suspension des lanceurs de balles de défense. Le HuffPost 2 février 2019

- L'acte XII des gilets jaunes rassemble les leaders du mouvement - huffingtonpost.fr 03.02

Après avoir étalé leurs désaccords sur la place publique, Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky et Eric Drouet s'affichent ensemble. huffingtonpost.fr 03.02

- Avec l'acte XII, l'affluence des gilets jaunes marque le pas - huffingtonpost.fr 02.02

Selon un comptage du ministère de l'Intérieur (que les manifestants estiment régulièrement minoré), ce sont 58.600 gilets jaunes qui ont répondu à l'appel des leaders du mouvement qui voulaient rendre hommage à tous ceux qui ont été blessés par la police depuis le 17 novembre.

Pour la première fois, un comptage indépendant réalisé par le cabinet Occurrence (mandaté par un collectif de médias) a pu être mis en place car il n'y a eu qu'un seul cortège qui a bien suivi le parcours prévu. Il a débouché sur le chiffre de 13.800 manifestants, soit un peu plus que les 10.500 évoqués par la préfecture de police.

En fin d'après-midi, et comme chaque samedi au moment de la dispersion du cortège, des affrontements ont mis aux prises manifestants et forces de l'ordre place de la République. La police a eu recours aux très décriés lanceurs de balles de défense (LBD). Leader du syndicat lycéen UNL, Louis Boyard a dit avoir été touché par un tir; il a été évacué par les pompiers. Plus d'une vingtaine de personnes ont été interpellées.

Des échauffourées ont également éclaté en fin de manifestation à Valence où environ 5000 personnes ont manifesté en périphérie de la ville qui avait été mise sous cloche.

Des heurts ont aussi été signalés à Toulouse, Nantes et Rennes, selon une source policière.

A Bordeaux, le cortège de plusieurs milliers de personnes est parti comme à l'accoutumée de la place de la Bourse en direction du centre-ville avec à sa tête des étudiants portant une banderole "Etudiants et gilets jaunes. Tous unis contre Macron et son monde".

En fin de journée près de l'hôtel de ville, des manifestants ont commencé à jeter des projectiles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes pour les disperser dans les rues avoisinantes. Sur le cours d'Alsace-et-Lorraine, une voiture a été incendiée.

A Strasbourg, la police a procédé à des jets de gaz lacrymogène pour repousser les manifestants, devant la gare notamment. Les portes vitrées des Galeries Lafayette ont été brisées par des manifestants quand les employés ont baissé le rideau de fer.

A Morlaix (Finistère), les manifestants ont tenté de forcer un barrage policier près de la sous-préfecture. Un policier a été blessé, quatre contusionnés, selon la préfecture du Finistère. Quatre personnes ont été interpellées, rapporte France 3 Bretagne.

Des marches ont également eu lieu à Lille (1.400 personnes selon la police, 2.000 selon les organisateurs), Marseille (2.000 selon la police), Tours ou Lyon. Partout, les manifestants arboraient cache-oeil, bandages et faux sang. 400 rassemblements étaient prévus dans toute la France.

Dans une tribune publiée sur franceinfo.fr, une soixantaine d'avocats ont dénoncé le traitement judiciaire des manifestants. Entraves au recours à un avocat, comparutions immédiates généralisées, peines sévères... "Nous, avocats signataires, tenons à alerter quant aux dérives que nous constatons et qui semblent porter atteinte aux droits individuels et aux libertés publiques dans notre pays", écrivent-ils. huffingtonpost.fr et franceinfo 02 et 03.02

- Acte XII : à Valence, «ça va vraiment finir par mal tourner» - Liberation.fr 2 février 2019

Reportage dans la préfecture de la Drôme, où plus de 5 000 personnes ont défilé samedi 2 février.

Le raz-de-marée jaune tant redouté par les autorités n'aura pas eu lieu à Valence. La préfecture, qui avait annoncé la veille attendre entre 6 000 et 10 000 manifestants, a comptabilisé à 15 heures 5 400 personnes, au plus fort de la déambulation, dont le parcours n'avait pas été déclaré. C'est à cette heure-là que le cortège, parti vers 13h30, s'est heurté à un premier barrage de CRS, empêchant à coups de lacrymos les gilets jaunes d'approcher la préfecture. La prédiction de «10% de casseurs» du préfet de la Drôme ne s'est pas non plus réalisée. Suite au gazage, la foule s'est scindée en plusieurs groupes, l'un passant par la gare, d'autres rejoignant le rond-point menant à l'autoroute au sud de l'agglomération, où une cohorte de CRS a fait rempart devant le péage. A 17 heures, ils n'étaient plus que quelques centaines de gilets jaunes à faire le pied de grue face aux uniformes. La préfecture a également annoncé avoir procédé à dix-huit

interpellations et à la saisie d'une «centaine d'armes blanches ou par destination», photos à l'appui, insérées dans son communiqué.

Le centre-ville, barricadé pour cet acte XII du mouvement, avait des allures de ville fantôme. Le patron de la brasserie Les Halles avait lui décidé de rester ouvert, bravant les recommandations des autorités : «J'ai mis mon personnel en congé, mais moi, je suis là. Je viens de racheter, je ne peux pas me permettre de fermer, mais vous savez, on est tous dans le même bateau. Ils ont peur de quoi là-haut ? Regardez», dit-il en montrant les gilets jaunes réfugiés dans le troquet, trempés par la pluie. A une table, Michel dit son dégoût de «tout ce que fait ce gouvernement sans entendre la misère des gens, les services publics démontés de partout, la justice à deux vitesses qui donnent aux puissants et prend aux petits».

Il a 59 ans, sera à la retraite dans deux mois. Salarié de la Poste durant 42 ans, il touchera 1 150 euros nets de pension. «Ca va être compliqué, je le sais. Et je devrais écouter ceux qui décident comment on doit se serrer la ceinture alors qu'eux émargent à 8 000 euros par mois ?»

Face à lui, son épouse Muriel, 58 ans, opine. Prof documentaliste, elle s'insurge contre les violences policières : «Vous avez vu le siège de la ville aujourd'hui ? C'est hallucinant. Je n'avais pas voté Macron et j'étais inquiète. Là, c'est encore pire, on se croirait presque en dictature.» Michel : «Le gouvernement devrait faire gaffe. La seule réponse à la colère populaire, ce sont les lois sécuritaires, ça fait monter la sauce. Dans certaines manif, il y a eu quelques débordements, mais elles sont globalement pacifistes. Là, ça va vraiment finir par mal tourner», prévient-il. Muriel espère de son côté la «jonction public, privé, gilets jaunes», une «grosse manif avec les travailleurs, les chômeurs» pour «empêcher» les réformes à venir des retraites et de la sécurité sociale. Tous deux devraient répondre à l'appel à la grève générale du 5 février. En fin de journée, sur l'un des panneaux de bois arrimés à la devanture d'un commerce dans le centre-ville, on pouvait lire ce tag : «A mardi !» Liberation.fr 2 février 2019

Parole d'internaute.

1- ...il y a des ouvriers qui votent bourgeois, nous dit-il ! Non, c'est faux ! Ils votent pour eux, selon l'idée qu'ils se font de leurs intérêts futurs d'ouvriers ! S'ils pensent qu'ils auront plus de chances d'avoir du pouvoir d'achat et un emploi (tout simplement) en votant à Droite, c'est peut-être aussi que la Gauche (pas bourgeoise ?) les a trompés depuis des lustres, et qu'ils ne lui font plus confiance. La faute à qui ?

LVOG - "La Gauche (pas bourgeoise ?) les a trompés depuis des lustres", mon petit doigt me dit qu'elle devait être un peu bourgeoise quand même, non ?

2- La Révolution qui vient, c'est maintenant !

LVOG - On voudrait y croire, mais en même temps il faut être lucide, on l'aborderait dans les pires conditions sans parti pour en assurer la direction...

3- L'Empire du toc, du mensonge, de l'hypocrisie, mais aussi de l'arrogance et de la bêtise s'effondre sous nos yeux presque en temps réel. C'est proprement historique. Nous sommes l'Histoire que nous écrivons !

Nos adversaires ou plutôt nos ennemis font figurent de lapins pris dans les phares d'une voiture une nuit de pleine lune et eu égard à mon amour pour les animaux en général (et non, je ne suis pas Vegan), je pense qu'un bon coup d'accélérateur s'impose maintenant !

4- Pour mardi. A l'attention de tous les amateurs du grand soir, des longs samedis ou des appels à l'armée. La grève générale est le premier échelon crédible de toute contestation réelle un pouvoir quel qu'il soit. Si vous n'en êtes pas il ne faudra pas vous plaindre. Mardi est le grand test. Un échec mardi et c'est parti pour six mois de violences d'essoufflement et reniement. Un succès massif mardi et Macron sera plus près que jamais de la sortie. Ou du moins ses politique. Tous retors et puissant que soit le camp d'en face. Soyons millions mardi. Cela changera davantage votre vie que la présidentielle (et c'est bien entendu plus important que les élections européennes). Le 5 février 2019 sera dans l'histoire si vous le voulez. Ce ne sera pas le chaos mais l'arrêt d'une dégringolade si vous le voulez.

Calmement résolument et en masse. C'est le seul vrai pouvoir que nous ayons.

J'appelle chacun à prendre position et à agir pour que cette grève générale soit un succès.

LVOG - ... et les jours suivants, non ?

5- Pour les observateurs un tant soit peu minutieux, il ne fait aucun doute que Macron fait le pari d'une guerre civile, offrons-lui donc une Révolution !

6- On a bel et bien tendance à revenir au XIXe siècle, quand les manifestations et les grèves étaient interdites et qu'on envoyait l'armée. Cela commence à être évident au niveau du discours, mais il faudrait montrer aussi comment cela se traduit en terme de législation et de politique de maintien de l'ordre.

7- Faut-il être aussi optimiste que Frédéric Lordon ?

Il vit dans la sphère intellectuelle et universitaire. Dans la France profonde, le ressenti est différent.

Il y a de bonnes chances que le pouvoir tienne jusqu'aux élections européennes, et que LREM les emporte, parce que le pouvoir contrôle la quasi-totalité des médias de masse et met en oeuvre une ingénierie sociale redoutable d'efficacité.

J'entends autour de moi de braves gens prendre pour un vrai débat la parodie de concertation mise en scène tambour battant sur tous les canaux de propagande mainstream. Les gilets jaunes incarnent l'élite du prolétariat, l'avant-garde du peuple, mais ne sont pas majoritaires.

Le lendemain de l'élection, la mise au pas sera sévère. Et définitive. Les lois répressives de la liberté d'expression vont pleuvoir encore plus dru qu'aujourd'hui. L'oligarchie ne lâchera pas le manche aussi facilement que ça. Si le pouvoir d'extrême-centre vacille, alors les provocations succéderont aux provocations jusqu'à déclencher l'état de siège. Les braves gens gouverneront n'importe quel narratif mis au point par les disciples d'Edward Bernays.

Je crains le pire, mais j'espère sincèrement me tromper.

LVOG - Croyez-vous qu'il pourra tenir jusque là ?

Non, les gilets jaunes n'incarnent pas "l'élite du prolétariat", mais les couches les plus durement frappées par la politique menée par les gouvernements successifs depuis 40 ans ou la financiarisation internationale de l'économie.

Le pire est à craindre en effets, mais dans ce genre de situation bien des obstacles qu'on croyait infranchissables peuvent tomber aussi et l'avant-garde du prolétariat peut se rassembler et revendiquer la direction du processus révolutionnaire, à elle de gagner la confiance des masses...

8- Pour que le pire n'advienne pas : réveillons nos concitoyens, et s'il le faut, accélérons la révolution.

LVOG - Mais elle ne se fera pas devant l'écran d'un ordinateur...

9- «Nos états-majors nous ont donné carte blanche pour NETTOYER les rues, les directives ont été jusqu'à aujourd'hui des plus claires : "Force doit rester à la loi, dégagez-nous TOUT ÇA !" ...

C'est ainsi que ces monstres parlent du peuple de France exerçant son droit de manifester sa dissidence et son opposition. C'est ainsi qu'ils le traitent? Comme si ce peuple n'était qu'un tas d'ordures ou que vermine?!!! Comment un être encore humain peut-il simplement obéir à de tels ordres?

On n'imagine pas plus grand mépris. Or qui donc fait vivre ces créatures si ce n'est ce peuple? Sûrement pas les adeptes de l'évasion fiscale et du blanchiment d'argent!

Ce sont toutes ces créatures parfaitement méprisables, parasitaires et désormais criminelles qui doivent maintenant déguerpir en urgence.

10- N'y a t il pas une volonté délibérée de provoquer une "révolution" populaire par un usage disproportionnée de la violence ?

Macron parlait de son "projet" révolutionnaire, de faire sauter les anciens repères, des analystes prévoient ce mécontentement populaire, et Attali l'expliquait aussi... ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi des gens du système veulent faire sauter le système...

LVOG - Parce qu'ils ne peuvent pas recourir à une nouvelle guerre mondiale pour accroître leur pouvoir, ils doivent au préalable imposer une sévère défaite politique aux masses pour pouvoir ensuite leur imposer leur politique ultra réactionnaire, CQFC.

11- Je pencherais plutôt pour le rasoir d'ockham : l'explication la plus simple est la plus vraisemblable. Ils tablaient plutôt sur l'apathie généralisée de la population (et j'avoue que j'étais suffisamment désespéré, depuis plus de vingt ans, de l'inertie française alors que les coups pleuvaient).. Et du coup, ils sont totalement surpris et réagissent en montrant leur vraie nature. Rien n'a changé depuis 1848, 1851 et 1871, souvenez vous : tous ces soulèvements ont été réprimés dans le sang... quand ses intérêts sont menacés, la bourgeoisie au pouvoir (oui, celle qui met les mots "liberté égalité fraternité" à toutes les sauces) est capable d'exécuter froidement hommes, femmes et enfants. Les possédants sont démocrates, jusqu'au moment où leur démocratie est menacée... A ce moment là, ils ne pensent qu'à une chose : tuer toute opposition dans l'oeuf. Ceci dit, pas sur qu'ils y arrivent, les leçons du passé (1793) n'ont pas forcément été apprises et comprises par tout le monde. Qui vivra verra...

LVOG - Leur "vraie nature". Mais qui s'est employé à faire croire qu'ils en auraient eu une autre ? Qui s'est contenté du masque qu'ils portaient pour justifier la collaboration de classes ou une multitude de compromissions ? Qui a caractérisé le régime de démocratique, qui a entretenu des rapports avec ses représentants pendant des décennies en escamotant sa nature despotique ?

12- Pas besoin de voir des intentions cachées partout. A mon avis le gouvernement ne contrôle plus rien. Il ne peut pas reculer sous peine de créer un appel d'air dévastateur. Il n'a pas réussi à contrôler ou détourner le mouvement des gilets jaunes. Du coup, il se réfugie dans la violence en espérant faire tourner une partie de l'opinion publique dans son camp.

LVOG - Vous les prenez pour des naïfs, vous oubliez qu'ils ont de la suite dans les idées... Qu'ils ne contrôlent pas tout, certes, c'est évident, mais jusqu'à preuve du contraire, ils s'en tirent plutôt bien.

13- La stratégie du gouvernement est purement policière et "démocratique".

Macron et son entourage ont effectivement fait le choix délibéré de poursuivre la répression, mais globalement la stratégie c'est de jouer la montre.

D'un coté le pouvoir espère éroder le mouvement des GJ avec les méthodes de l'état policier (fichage – intimidation – violence – prison), et d'un autre il distrait avec un grand débat bidon, une manif bidon, et une liste GJ bidon, avec pour horizon des élections européennes qui comptent pour du beurre, donc qui ne changeront rien.

De leur point de vue, ils jouent sur du velours tant qu'ils tiennent légalement les institutions et que les media maintiennent le blackout. Dans le même esprit, plus cette situation dure plus le mouvement aura de chances de s'éparpiller de lui-même (palabres et djembé à la Nuit Debout, mouvements extrêmes qui règlent leurs comptes, récupération, etc.).

LVOG - Tout va dépendre de la capacité ou non de ce mouvement à parvenir à se structurer et à se donner une direction, donc à intégrer les éléments les plus conscients du mouvement ouvrier...

14- Je persiste à croire que la volonté jupitérienne n'est que la continuité d'une politique amorcée 2 ans au moins sous Hollande, en gros à l'arrivée de notre Young Leader au gouvernement: la répression déjà féroce et gratuite des manif (avec non filtrage des Blacks Blocs) contre la loi travail et la commande pour 20 M€ de babioles explosives diverses dès la présidentielle passée semble confirmer une prévision bien programmée de tension sociale...

Effectivement, soit le gouvernement (E. Philippe bien en retrait...) gagne par la force et la loi de Bruxelles s'imposera davantage, soit le RN récupère la mise (???) et on a un autre régime autoritaire qui fera la même chose : fortifier la dictature financière...

LVOG - RN, seul, n'a pas la capacité d'imposer un tel régime...

Et surtout, il y a la contre-réforme des retraites explosive.

Ceci pourrait expliquer cela au regard de l'enjeu ou du gigantesque hold-up programmé sur les cotisations sociales qui se situe entre mille et deux milliards d'euros, je n'ai pas le chiffre en tête, à ce prix franchement, ils peuvent s'offrir le luxe d'un peu de casse et quelques frayeurs, ils peuvent se permettre de sacrifier leur pantin de service, Macron, non ? Je n'irais pas jusqu'à dire que ce serait l'explication, mais je ne peux pas m'empêcher de le penser. Je crois qu'à leur place, j'aurais procédé ainsi, la méthode est éprouvée ou efficace.

Ce qu'ils n'avaient pas bien mesuré apparemment, c'était la profondeur et l'ampleur du désespoir de pans entiers de la classe ouvrière et des classes moyennes, qui estimant qu'elles n'ont plus rien à perdre peuvent faire bousculer ou ruiner leur scénario. A suivre

Ils osent tout

- Nicolas Hulot retrouve ses habits de militant écologiste - Reuters 31 janvier 2019

- Djihadistes: un député LR veut des "assassinats ciblés" - L'Express.fr 31 janvier 2019

Pierre-Henri Dumont souhaite l'"élimination ciblée" de djihadistes français en Syrie et en Irak pour éviter leur retour en France.

- Dieu "voulait que Trump soit président", selon la porte-parole de la Maison Blanche - Le HuffPost 31 janvier 2019

Soutien inconditionnel à Maduro !

Arguments. Propagande contre le Venezuela par Romain Migus - romainmigus.info 28.01

Le président français, Emmanuel Macron, ordonne à Nicolas Maduro de ne pas réprimer l'opposition MAIS IL OUBLIE les 3.300 arrestations et les 2000 blessés liés à la répression du mouvement des gilets jaunes.

Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, donne huit jours à Nicolas Maduro pour organiser des élections MAIS IL OUBLIE qu'il n'est à son poste que grâce à une motion de censure, et non par des élections libres.

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, accuse Nicolas Maduro de ne pas être légitime car le président vénézuélien n'a été élu qu'avec 30,45% des inscrits, MAIS IL OUBLIE que seulement 27,20% des électeurs étatsuniens l'ont choisi.

Le président colombien, Ivan Duque crie à la "narco-dictature vénézuélienne" MAIS IL OUBLIE que 65% de la cocaïne dans le monde est fabriqué en Colombie, sous le regard complaisant des autorités du pays.

Le président brésilien, Jair Bolsonaro, est préoccupé par les droits de l'Homme au Venezuela MAIS IL OUBLIE qu'il a déclaré que les mouvements sociaux qui s'opposeraient à sa politique seraient considérés comme organisations terroristes.

Le président argentin, Mauricio Macri, accuse Nicolas Maduro d'être un corrompu MAIS IL OUBLIE que seul son nom apparaît dans les Panama Papers, pas celui du président vénézuélien.

Le Portugal déplore la crise vénézuélienne qui, selon l'ONU, a poussé 7,2% des Vénézuéliens sur les chemins de l'émigration MAIS IL OUBLIE que 21% des portugais ont dû abandonner leur pays et vivent à l'étranger, selon les mêmes sources.

Le président péruvien, Martin Vizcarra, crie à la dictature au Venezuela MAIS IL OUBLIE qu'il a été nommé à la tête de son pays sans le moindre vote populaire, juste en remplacement du précédent président, destitué pour corruption.

Au Royaume Uni, les dirigeants dénoncent les atteintes à la liberté d'expression au Venezuela MAIS ILS OUBLIENT qu'ils maintiennent, sans aucun motif valable, le journaliste Julian Assange en réclusion.

La Belgique s'alarme de la situation de l'économie vénézuélienne MAIS ELLE OUBLIE qu'à Bruxelles, l'entreprise Euroclear retient 1,25 milliards de dollars appartenant à l'Etat vénézuélien.

Ces inversions accusatoires, propres à cette "école du monde à l'envers" décrite par Eduardo Galeano, font parti du modus operandi de la propagande contre le Venezuela. Elles visent à préparer l'opinion publique internationale à la légitimité d'une action violente contre le Peuple vénézuélien.

Les bombes médiatiques sont déjà en train de pleuvoir. romainmigus.info 28.01

- La Banque d'Angleterre refuse de rendre 1,2 milliard de dollars en or au Venezuela - bloomberg.com 25.01

Les 1,2 milliard de dollars d'or représentent une grande partie des 8 milliards de dollars de réserves de change détenues par la banque centrale vénézuélienne.

L'endroit où se trouvent le reste est inconnu. La Turquie, cependant, est apparue récemment comme une destination pour l'or vénézuélien fraîchement extrait. Les États-Unis dirigent un effort international visant à persuader la Turquie - qui est l'un des principaux bailleurs de fonds de Maduro, avec la Russie et la Chine - de cesser de servir d'intermédiaire pour ces expéditions d'or.

Depuis des années, l'or constitue une part cruciale des réserves de change du Venezuela. Hugo Chavez, le regretté leader socialiste et mentor de Maduro, a converti une grande partie de la richesse pétrolière du pays en or, en partie à cause de son dédain pour le dollar américain. bloomberg.com 25.01

- Les sanctions sont une forme de guerre contre les peuples - Moon of Alabama 30.01

Un ancien rapporteur de l'ONU affirme que les nombreuses sanctions américaines contre le Venezuela sont dévastatrices et illégales :

M. De Zayas, ancien secrétaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) et expert en droit international, a accordé une interview au journal The Independent quelque mois après la présentation de son rapport sur le Venezuela au CDH. Il a dit que le rapport qu'il avait présenté en septembre dernier avait été ignoré par l'ONU et n'avait pas suscité le débat public qu'il méritait.

'Les sanctions tuent', a-t-il déclaré à The Independent, ajoutant que les sanctions contre le Venezuela frappaient plus durement les personnes les plus pauvres de la société, causaient clairement la mort du fait du manque de nourriture et de médicaments, conduisaient à des violations des droits humains et visaient à imposer des changements économiques dans une 'démocratie sœur'.

Lors de sa mission d'enquête dans le pays fin 2017, il a constaté que la dépendance excessive du pays au pétrole, la mauvaise gouvernance et la corruption avaient durement frappé l'économie vénézuélienne, mais il a déclaré que la 'guerre économique' pratiquée par les États-Unis, l'UE et le Canada étaient des facteurs importants de la crise économique.

Les sanctions entraînent toujours une hausse des prix et de l'inflation dans le pays visé. Elles détruisent la classe moyenne et dévastent les pauvres...

Les États-Unis accusent le gouvernement du Venezuela d'être corrompu. Ils déplorent que 2 millions de personnes aient fui le pays. Mais ces phénomènes sont en grande partie les conséquences de la guerre économique qu'ils mènent contre le pays.

Les sanctions ne peuvent atteindre leur objectif que lorsque l'entité visée peut changer son fonctionnement et obtenir ainsi un allègement des sanctions. Mais les sanctions contre l'Irak, l'Iran, la Syrie et le Venezuela étaient ou sont toutes destinées à provoquer un changement de régime. Il faudrait que les responsables de ces pays se suicident, ou du moins renoncent à leurs positions, pour obtenir un allègement des sanctions. Ils n'ont aucune raison de le faire. De vastes sanctions contre un pays rendent la population plus dépendante de son gouvernement. Elles permettent aux responsables d'augmenter leur pouvoir.

Il est donc évident que ces sanctions sont destinées à détruire des pays, et n'ont rien à voir avec les 'droits de l'homme', la 'démocratie' ou même le 'changement de régime'. Ce sont des guerres d'agression par d'autres moyens :

Les sanctions américaines sont illégales en vertu du droit international parce qu'elles n'ont pas été approuvées par le Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré M. de Zayas, expert en droit international et ancien avocat principal du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

'Les sanctions économiques et les blocus actuels sont comparables aux sièges médiévaux des villes.

'Les sanctions du XXI^e siècle tentent de mettre à genoux non seulement des villes, mais aussi des pays souverains', a écrit M. de Zayas dans son rapport.

Les sièges et les sanctions à eux seuls permettent rarement d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Les sièges médiévaux se terminaient généralement soit par le retrait de l'attaquant, soit par l'assaut et le pillage de la ville. Les sièges et les sanctions sont les moyens d'"assouplir" la cible, pour avoir moins de mal à l'attaquer ensuite. Pendant treize ans, des sanctions très brutales ont été imposées à l'Irak. Il a quand même fallu une guerre à grande échelle pour faire tomber Saddam Hussein. Et la guerre ne s'est même pas arrêtée là. Moon of Alabama 30.01

- Un général vénézuélien fait défection, Maduro sous pression - Reuters 2 février 2019

Un membre de l'état-major vénézuélien a fait défection samedi en appelant l'armée à reconnaître l'opposant Juan Guaido en tant que chef d'Etat par intérim, tandis qu'une foule immense se rassemblait pour réclamer la démission du président Nicolas Maduro.

Dans une vidéo diffusée sur Twitter, le général de l'armée de l'air Francisco Yanez, membre du haut commandement des forces armées, affirme que les militaires sont dans leur immense majorité hostiles au chef de l'Etat.

"Peuple du Venezuela, 90% des membres des forces armées du Venezuela ne sont pas dans le camp du dictateur, mais dans celui du peuple vénézuélien. La transition démocratique est imminente", affirme l'officier.

Francisco Yanez est le premier général en activité à apporter son soutien à Juan Guaido depuis que le président de l'Assemblée s'est proclamé président, le 23 janvier.

Sur son compte Twitter, le haut commandement des forces armées l'accuse de "trahison". Le général occupe la fonction de chef de la planification stratégique de l'armée de l'air.

D'après des sources diplomatiques, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne ont prévu de reconnaître à compter de lundi le président de l'Assemblée nationale comme chef d'Etat par intérim, suivant ainsi l'exemple des Etats-Unis.

La majorité des autres pays de l'UE devraient apporter leur soutien à Guaido tout en évitant d'utiliser explicitement les termes "reconnaissance" et "reconnaître".

Nicolas Maduro va lui aussi prendre part à un rassemblement, organisé à l'occasion du 20e anniversaire de l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir.

"Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de 20 ans de travail, de combats, de progrès et d'importantes réalisations, malgré les difficultés et les complots impériaux. Félicitations à tous.", dit-il sur Twitter.

Le président, investi le 10 janvier après sa réélection contestée en mai dernier, s'est dit prêt cette semaine à dialoguer avec l'opposition, dans le cadre d'une médiation internationale.

Le vice-président américain, Mike Pence, a écarté cette hypothèse lors d'un rassemblement organisé vendredi en Floride pour exprimer le soutien des Etats-Unis et des expatriés vénézuéliens à Juan Guaido.

Il n'est plus l'heure de négocier mais d'agir "pour mettre fin une fois pour toute à la dictature" de Maduro, a-t-il déclaré. Reuters 2 février 2019

Syrie.

- Face aux sanctions, la Syrie et l'Iran organisent leur résistance économique - RT 29.01

La presse syrienne rapporte que Damas et Téhéran ont signé le 28 janvier 11 accords et protocoles d'entente, dont un accord de coopération économique «stratégique» et à «long terme», visant notamment à encourager les investissements iraniens dans la Syrie ravagée par la guerre depuis 2011.

Ces accords ont été conclus dans le cadre d'une visite à Damas du vice-président iranien Eshaq Jahangiri. L'un d'eux porte sur les transactions financières entre les deux pays. Cité par les médias iraniens, Abdolnaser Hemmati, gouverneur de la Banque centrale d'Iran, a déclaré que l'accord permettait aux banques d'effectuer des transactions dans leurs monnaies locales et dans des monnaies étrangères non libellées en dollars.

Ces accords «revêtent une dimension stratégique et constituent un pilier économique solide, qui doit contribuer à consolider la résilience des deux pays face à la guerre économique qui leur est livrée par certains pays occidentaux », a souligné Bachar el-Assad, le président de la République arabe syrienne, selon l'agence officielle Sana. Les accords conclus entre la Syrie et l'Iran ont pour contexte de nouvelles sanctions américaines contre Téhéran, tandis que plusieurs responsables de Damas, mais aussi des hommes d'affaires et entreprises syriennes sont toujours sur les listes noires américaines et européennes.

Les accords signés le 28 janvier à Damas concernent notamment la réhabilitation de certaines infrastructures, à l'instar des ports de Tartous et de Lattaquié, mais aussi la construction d'une centrale électrique d'une capacité de 540 mégawatts.

Le coût des destructions dues à la guerre en Syrie est estimé par l'ONU à quelque 350 milliards d'euros. Récemment, le Liban a proposé à ses partenaires au sein de la Ligue arabe la création d'une banque de reconstruction qui, selon son président, «aiderait tous les Etats et peuples arabes touchés par les conflits à surmonter leur situation critique». Mais c'est surtout de la Syrie et du Yémen que parlait Michel Aoun. RT 29.01